



STÉPHANE LAPORTE > LES CONSEILS DU BEAU-PÈRE

page A5

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE > NATHALIE BILODEAU

page A14



Adieu papier

Cahier Santé, page C1



Une finale Sampras-Agassi

Cahier Sports, pages S2 et S3

New York mon amour

Cahier Lectures, page B1



MONTRÉAL | DIMANCHE 8 SEPTEMBRE 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 314 > 52 PAGES > 4 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

Des élections d'ici 300 jours

Et peut-être, espère Landry, un référendum d'ici 1000 jours

PASCALE BRETON

GATINEAU – Le premier ministre Bernard Landry évoque la tenue d'élections générales d'ici 300 jours, un calendrier qui pourrait mener à la fin du printemps prochain, mais il ne peut promettre la tenue d'un référendum sur la souveraineté au cours d'un prochain mandat.

C'est ce qu'il a déclaré devant les militants du Parti québécois réunis en conseil national à Gatineau, ce week-end. Dans son discours, le premier ministre a présenté les grandes lignes de son plan d'action tant annoncé, avec l'objectif d'en arriver à la souveraineté en 2005. Il a aussi dressé la table en vue des prochaines élections générales.

« Ce Québec meilleur est à portée de main. Je me donne trois ans, c'est-à-dire 1000 jours pour le construire avec vous. Trois cents de ces 1000 jours nous séparent d'une élection. Il faut la gagner pour se rendre au millièmè jour », a déclaré le premier ministre. Si l'échéance de 300 jours mène vraisemblablement au mois de juin 2003, M. Landry se garde toutefois la marge de manoeuvre nécessaire pour étirer son mandat jusqu'au début de l'automne 2003.

« Nous avons encore 15 mois devant nous, a d'ailleurs rappelé la vice-première ministre, Pauline Marois, en entrevue à *La Presse*. Les discussions que j'ai eues avec M. Landry laissent encore toute la latitude. Il l'a répété aux militants. Idéalement, peut-être est-ce dans 300 jours, mais peut-être aussi dans 325. Le premier ministre s'est gardé la latitude. »

S'il a évoqué la tenue des prochaines élections générales, M. Landry a été plus réservé au sujet d'une échéance référendaire, comme les proches du gouvernement l'affirmaient dans les heures précédant l'ouverture du conseil national.

La tenue d'un référendum sur la souveraineté au cours d'un prochain mandat est conditionnelle à la mobilisation des militants du parti et de l'ensemble des Québécois, a déclaré M. Landry avec beaucoup de nuances.

« Cette mobilisation, vitale, doit se faire et réussir. Si tel est le cas, si cette mobilisation se fait et réussit, c'est avec enthousiasme que je tiendrai un référendum dans notre prochain mandat. »

Les propos de M. Landry sont similaires à ceux qu'il a tenus il y a deux semaines, lors du caucus extraordinaire du PQ à La Malbaie, où il avait alors déclaré qu'il ferait un référendum « lorsqu'il aurait l'assurance de le gagner ».



Photo AP ©

« Ce Québec meilleur est à portée de main. Je me donne trois ans, c'est-à-dire 1000 jours pour le construire avec vous. Trois cents de ces 1000 jours nous séparent d'une élection. Il faut la gagner pour se rendre au millièmè jour », a déclaré le premier ministre Landry.

Voir ÉLECTIONS en A2

Le PQ dévoile son plan d'action, en page A3

Le commandant suprême



RICHARD HÉTU

LA PRESSE À NEW YORK

Il est pratiquement devenu président des États-Unis sur les décombres fumants du World Trade Center. Mégaphone à la main, il s'est découvert une voix de leader en s'adressant aux pompiers, policiers et autres secouristes massés devant lui : « Ceux qui ont détruit ces immeubles vont entendre parler de nous bientôt. »

Dans les premiers temps de la crise, le nouveau leader a multiplié les déclarations que retiendra l'histoire. Il voulait Oussama ben Laden « mort ou vif ». Il annonçait une « guerre » internationale contre le terrorisme, voulant faire triompher le « Bien » sur le « Mal ». Aux pays du monde, George W. Bush a dit : « Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous. »

Tout en déplorant son vocabulaire de shérif texan et de pasteur fondamentaliste, la

communauté internationale a endossé sa campagne militaire en Afghanistan, reconnaissant aux États-Unis le droit de se défendre contre les attaques sournoises du 11 septembre. Cette campagne aura au moins eu le mérite de déloger le régime des talibans, qui avait hébergé le réseau terroriste de ben Laden et réprimé les citoyens, les femmes en particulier.

Pendant ce temps, aux États-Unis, la population a oublié l'élection étriquée de 2000, de même que la performance quelconque de leur nouveau président au cours de la première année de son mandat. Dans la foulée des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, elle s'était trouvé un commandant en chef qui parlait et agissait avec conviction et clarté sur des questions vitales pour l'avenir de leur pays (et du monde).

Un an plus tard, Bush a perdu l'appui d'une grande partie de la communauté internationale, qui s'inquiète vivement de ses plans belliqueux vis-à-vis de l'Irak. Et, dans son pays, il est contesté pour la première fois de sa présidence sur les questions de politique étrangère.

Voir HÉTU en A2



Photo AP ©

Dans la foulée des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, les Américains s'étaient trouvé un commandant en chef qui parlait avec clarté et agissait avec conviction.

L'opposition réagit froidement

ANDRÉ DUCHESNE
et SÉBASTIEN RODRIGUE

L'ANNONCE d'élections générales au printemps illustre le désespoir du gouvernement Landry, tonne une députée de l'ADQ, tandis que les libéraux considèrent qu'un gouvernement « constamment au bord d'une élection ne gouverne pas en fonction des intérêts du Québec ».

Le chef du Parti libéral du Québec réclame des élections générales depuis plusieurs mois, mais elles ne se tiendront vraisemblablement pas avant la fin du printemps 2003, a fait savoir hier le premier ministre du Québec. « Pour M. Landry, annoncer aujourd'hui (hier) une élection dans 300 jours alors qu'il lui reste un an dans son mandat, avouons que c'est une drôle d'annonce comme s'il avait le choix de décider qu'il faudrait une élection », a laissé tomber M. Charest lors de son passage au congrès de l'Association de la construction du Québec à Mont-Tremblant.

Du côté de l'Action démocratique, la députée de Joliette, Sylvie Lefebvre, a indiqué au cours d'une entrevue téléphonique que les annonces faites par Bernard Landry hier démontrent à quel point le gouvernement péquiste sombre dans le désespoir.

Et ce désespoir, ajoute-t-elle, est de plus en plus palpable à mesure que les sondages confirment la constance dans l'intérêt de l'électorat envers l'ADQ.

Avec des élections générales à l'horizon, Jean Charest espère pour sa part que les débats porteront désormais sur les programmes des partis. « Quand on va en élection et qu'on parle des questions de fond, les chefs sont obligés de se prononcer. C'est là que la population se fixe sur un choix de gouvernement », déclare-t-il. Là-dessus, le chef de l'opposition compte sur sa nouvelle plate-forme sur le thème « Réinventer le Québec » qui sera dévoilée jeudi prochain.

Voir OPPOSITION en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Faudrait trouver une stagiaire à George Bush, comme ça il penserait à autre chose que d'attaquer l'Irak.



AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Affaires	A8, A9	Horaires télévision	B8
À tire-d'aile	B12	Horoscope	C8
Bandes dessinées	C5	Loteries	A4
Bridge	C9	Mots croisés	C5
Décès	C9	Mot mystère	C9
Êtes-vous observateur	C6	Petites annonces	
Feuilleton	C5	- immobilier	C6, C7
Forum	A11 à A13	- marchandises	C7
Génies en herbe	B11	- emplois	C7
Grille thématique	B11	- automobile	C7 à C9
Horaires spectacles	B10	Sciences	C10



MÉTÉO

Voir page S16

Passages nuageux
Maximum 32, Minimum 18



6 21924 98765 1

1
3
4
6



DANIEL BÉLANGER EN SPECTACLE RÊVER MIEUX... UN TRIOMPHE!

NOUVELLES SUPPLÉMENTAIRES
26, 27 ET 28 SEPTEMBRE 2002

UNE CHANCE UNIQUE DE VOIR LE SPECTACLE DE
L'ANNÉE DANS UN SIÈGE RÉSERVÉ !!!

THÉÂTRE OLYMPIA Billets en vente au guichet du Théâtre Olympia, sur le réseau Admission, au (514) 790-1245 et sur www.admission.com

La Presse

CKOI 96.9 FM

105.7

105.7

Québec

Québec

Québec

Québec

171



DEMAIN DANS LA PRESSE : LE MATCH DU MOIS

Semaine après semaine, vous nous écrivez à *La Presse* (vous nous téléphonez aussi) pour connaître notre opinion sur tel ou tel véhicule et surtout pour savoir si «c'est le meilleur achat dans sa catégorie». Ça nous a donné l'idée un peu folle de mettre en concurrence des véhicules d'une même catégorie et de vous présenter les résultats dans nos pages. Une idée un peu folle dans la mesure où un match comparatif ne se fait pas du jour au lendemain et nécessite beaucoup d'organisation et plusieurs jours de préparation. Mais nous y sommes arrivés et *La Presse* est heureuse de présenter mardi à ses lecteurs le match écologique entre deux voitures hybrides, la Honda Civic Hybrid et la Toyota Prius, ainsi que la Volkswagen Golf TDi, tous véhicules que l'on croise rarement dans les stations-service.



LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres : **201**

À quatre chiffres : **8025**

LOT 6/49

03-04-08-12-24-28

Compl. : **31**

Extra : **440434**

SUITES DE LA UNE

ÉLECTIONS

Suite de la page A1

M. Landry a cependant cherché à rallier les militants purs et durs, qui attendaient un engagement clair de sa part face à un échéancier précis. « Je ne crois pas avoir à insister beaucoup pour dire qu'il n'y a que peu de gens dans cette salle — il y en a sans doute — qui veulent plus la souveraineté que votre humble serviteur et qui la veulent le plus rapidement possible. C'est pour ça que je vous dis, du plus profond de mes convictions, que c'est le résultat de notre militantisme ardent et la volonté de notre peuple qui détermineront notre calendrier politique national. »

La dernière semaine a créé des attentes chez les militants, surtout après que le ministre Jean-Pierre Charbonneau eut révélé lors d'un point de presse que M. Landry comptait prendre un engagement au cours du week-end. Les propos ont soufflé la tourmente au sein de l'aile parlementaire, mise dans l'embarras. Hier, le ministre Charbonneau a d'ailleurs évité soigneusement de parler aux journalistes.

Contre toute attente, le plan d'action et la volonté de réaliser la souveraineté pour 2005, afin que le Québec prenne part à titre de pays

au Sommet des Amériques de Buenos Aires, a semblé calmer les militants les plus orthodoxes hier.

Au terme de l'allocution du premier ministre, ceux-ci se disaient très satisfaits de « l'engagement clair » de M. Landry, à savoir la souveraineté. « M. Landry a dit clairement : "Nous allons faire l'indépendance d'ici 1000 jours ; pour ça il faut gagner l'élection et ensuite je m'engage à tenir une consultation." Je suis extrêmement satisfait », a affirmé un militant de Mercier, Pierre Tadros.

La première vice-présidente du

parti, Marie Malavoy, s'est dite elle aussi convaincue que les militants voulaient avant tout être rassurés quant à l'objectif premier du PQ, c'est-à-dire le cap vers la souveraineté.

« J'ai vu des gens qui étaient mobilisés par un objectif clair, qui est une belle image. C'est l'image de 1000 jours. On a 1000 jours pour faire la souveraineté. C'est ça que les militants voulaient entendre. Ils voulaient entendre que, pour le président du parti et premier ministre, il y a un horizon clair. »

La ministre Pauline Marois, qui,

dit-on dans l'entourage, était de ceux qui n'étaient pas très favorables au dévoilement d'un échéancier précis sur la tenue d'un référendum, a reconnu que certains militants auraient souhaité entendre un engagement plus clair.

« Mais la position prise — et elle me convient très bien — est stimulante parce que le premier ministre a renvoyé la balle aux militants que nous sommes. Si nous réussissons à informer, stimuler et animer suffisamment le débat pour que les Québécois aient le goût de se prononcer sur cette question, nous tiendrons le référendum. »

OPPOSITION

Suite de la page A1

Cette annonce survient néanmoins alors que l'image de Jean Charest pâlit au profit de Mario Dumont dans les sondages. Une enquête CROP publiée dans *La Presse* et *Le Soleil* hier révèle que Jean Charest se trouve derrière Mario Dumont et Bernard Landry quand on demande aux gens à quel chef ils font « le plus confiance » pour diriger le Québec. Le sondage démontre aussi que l'Action démocratique du Québec l'aurait facilement emporté si des élections générales avaient eu lieu cette semaine.

Fidèle à son habitude, le chef libéral a refusé de commenter le sondage. Il en a toutefois profité pour livrer une charge musclée contre le chef de l'ADQ. « M. Dumont va être obligé de se prononcer dans les dossiers, il ne pourra pas juste sourire et donner des clips de télévision. Sur les questions de fond, il va falloir qu'il se prononce, comme je le fais moi et comme M. Landry le fait », souligne M. Charest.

Quant à la mobilisation lancée par Bernard Landry à ses troupes pour tenir un référendum d'ici 1000 jours, cela n'alarme pas le chef libéral. « Que ce soit 300 jours, que ce soit 1000 jours, trois jours ou une journée, pour lui (Bernard Landry), c'est la souveraineté à tous les jours. L'objectif, la raison d'être du PQ, c'est la réalisation de la souveraineté (...) les Québécois

se sont prononcés là-dessus et ils veulent autre chose », dit-il.

Fausse route

La députée adéquate Sylvie Lespérance estime pour sa part que le PQ fait fausse route en croyant regagner la confiance de la population en jouant la carte souverainiste. « Il devra un jour ou l'autre constater que les Québécois ont passé à une autre case. Ce qu'ils veulent, ce sont des solutions aux problèmes qu'ils vivent, que ce soit en éducation, en santé, etc. Nous menons actuellement une tournée provinciale pour faire adopter notre programme en santé et ce que l'on ressent, c'est qu'ils ont de nouveau de l'espoir », croit M^{me} Lespérance. Ce programme est principalement axé sur la décentralisation des responsabilités dans les régions.

Le chef Mario Dumont n'a pas voulu commenter hier les résultats des récents sondages donnant son parti en avance sur les libéraux et les péquistes. Son attaché de presse, Jean-Luc Benoit, a indiqué qu'on attendrait la fin du conseil national du PQ avant de le faire. En attendant, l'ADQ s'est empressé de diffuser sur son site Internet les résultats du sondage Léger marketing — *Le Devoir* — TVA — *The Globe and Mail* rendu public vendredi.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

« Sur les questions de fond, il va falloir que M. Dumont se prononce comme je le fais moi et comme M. Landry le fait », a déclaré M. Charest.

HÉTU

Suite de la page A1

« Saddam Hussein n'a pas tué 3100 personnes le 11 septembre, a déclaré l'ex-président Bill Clinton, la semaine dernière. Oussama ben Laden l'a fait et, autant que nous sachons, il est toujours en vie. »

Un an plus tard, les critiques de Bush ne se limitent pas à la question irakienne. La clarté morale dont se réclame le président s'embrouille sur plusieurs autres sujets, internes ou étrangers. Ce grand défenseur de l'économie libérale offre des milliards de subventions aux agriculteurs américains et impose des taxes sur l'acier européen, par pur opportunisme électoral.

Il dénonce l'absence de démocratie dans l'Irak de Saddam Hussein et dans l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat, mais ne dit pas un mot sur l'absence de démocratie en Arabie Saoudite, le pays natal de ben Laden, qui a fourni 15 des 19 kamikazes du 11 septembre, qui réprime les droits des femmes, qui défend une vision moyenâgeuse de l'islam.

Sa clarté morale lui a également

fait défaut dans les scandales financiers, où il a soudainement découvert le gris. Interrogé en juillet sur les états financiers d'une compagnie texane, Harken Energy, dont il a été un des administrateurs, il a déclaré : « Dans le monde des affaires, parfois les choses ne sont pas exactement blanches ou noires, surtout quand il s'agit des questions comptables. »

Et dans le reste du monde ?

Il n'y aura eu qu'une constance dans la dernière année de Bush : l'idée que les États-Unis doivent mettre à profit leur supériorité morale et militaire pour changer les régimes dangereux, les « États voyous », à commencer par celui de Saddam Hussein. L'idée est née bien avant le 11 septembre. Pendant la campagne présidentielle de 2000, Bush l'a défendue dès le premier débat télévisé contre Al Gore.

Faisant allusion à Saddam Hussein, le journaliste Jim Lehrer, de PBS, a demandé au candidat Bush : — Vous pourriez le sortir de là ? — J'aimerais ça, bien sûr.

L'idée est en voie de devenir une

doctrine, que certains comparent déjà à la doctrine Truman, qui fut fort controversée en son temps. Deux ans après la Seconde Guerre mondiale, le président Truman « sauva » du communisme la Grèce et la Turquie et annonça au monde qu'il existait une menace de la part de l'Union soviétique. Il proclama dès lors son intention de fermer à l'URSS tous les pays non encore soumis à sa tutelle. C'était la doctrine Truman, une politique d'« enlèvement » (*containment*). C'était le début de la guerre froide.

Truman était un homme modeste, dont ses compatriotes se moquaient volontiers. Sa doctrine n'en a pas moins été celle des États-Unis jusqu'à la fin de la guerre froide. Un des plus importants acteurs américains, Ronald Reagan, se croyait aussi engagé dans un combat entre le « Bien » et le « Mal ».

Bush profitera de son discours de jeudi à l'ONU pour convaincre le monde du bien-fondé de sa doctrine, qui se résume en peu de mots. « Si nous attendons que les menaces se concrétisent, il sera trop

tard », répète-t-il pour expliquer la nécessité d'une attaque préventive contre tout foyer de terrorisme ou d'armes de destruction massive.

Il y a une dimension shakespearienne au conflit que prépare Bush en Irak. Le président défend la position d'intellectuels néo-conservateurs qui n'ont jamais pardonné à son père d'avoir raté l'occasion de déloger Saddam Hussein en 1991. Il est opposé aux soi-disant réalistes du camp républicain, les Colin Powell, les James Baker, les Brent Scowcroft, qui ont livré la guerre du golfe Persique aux côtés de son père.

Cet été, George W. Bush a lu *Supreme Command*, un livre dans lequel Eliot Cohen soutient que les plus grands leaders en temps de guerre sont ceux qui n'hésitent pas à passer outre aux recommandations de leurs généraux.

Un an plus tard, armé de sa doctrine, le commandant suprême semble vouloir ainsi se démarquer de son père. On verra jusqu'où les Américains, et le reste du monde, le suivront.

Branle-bas de combat à Dorval

RAYMOND GERVAIS

À QUATRE JOURS du premier anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001, un homme a tenu policiers et agents de sécurité en haleine hier soir à l'aéroport international de Dorval, à Montréal, après avoir forcé trois barrières de sécurité et s'être battu avec plusieurs agents de sécurité avant d'être finalement maîtrisé.

Un véritable branle-bas de combat s'en est suivi et de nombreux policiers de la Ville de Montréal et un chien pisteur ont été dépêchés sur les lieux afin de parer à toute éventualité et d'assurer la sécurité des lieux.

Au moment de mettre sous presse, on ne savait que très peu de choses sur cet homme qui a littéralement forcé les points de fouille aéroportuaires des départs internationaux, essayant de se frayer un chemin, croit-on, jusque dans les aires d'attente finales réservées aux voyageurs détenant une carte d'embarquement.

Selon l'agent Ian Lafrenière, porte-parole de la police de Montréal, « le suspect, un homme âgé d'une trentaine d'années et aux allures physiques d'un homme provenant du Moyen Orient, s'est présenté vers 19 h 30 à l'aéroport, derrière les comptoirs des boutiques hors taxes et a réussi à franchir trois postes de sécurité ». Ne détenant ni billet, ni pièce d'identité, ni bagage, l'individu a tenté de tromper la vigilance des gardiens en exhibant une enveloppe d'une compagnie aérienne dans laquelle il avait inséré des reçus provenant de différentes sources. Enveloppe à la main, l'homme a forcé les barrières de sécurité, refusant d'obtempérer aux ordres des agents qui tentaient de l'arrêter. L'intrus a finalement été maîtrisé, mais non sans difficulté par les agents. Deux gardiens de l'agence Colossale ainsi qu'un agent de la Sécurité aéroportuaire des Aéroports de Montréal ont été légèrement blessés. L'agent d'ADM a reçu plusieurs coups de poing de la part du forcené.

L'homme n'avait ni arme ni explosif. Des accusations de voies de fait seront portées contre lui. Hier soir, la police ignorait toujours l'identité de cet homme qui ne parlait ni anglais ni français.

Les pistes d'envol, les terrains de stationnement et l'aéroport ont été fouillés sans résultat. Un chien spécialement dressé à détecter les explosifs n'a rien décelé ni sur l'individu ni dans l'aérogare. Aucun vol n'a été retardé.

ACTUALITÉS

Le PQ dévoile son plan d'action

Au programme: souveraineté et plein emploi d'ici 2005

PASCALE BRETON

GATINEAU – Le Parti québécois a pris ses adversaires de vitesse en dévoilant hier, lors du conseil national du Parti québécois, à Gatineau, son très attendu plan d'action pour atteindre le plein emploi et la souveraineté à l'horizon 2005.

Après avoir insisté au cours des derniers mois sur le bilan du gouvernement, qu'il qualifie de reluisant, le premier ministre Bernard Landry a présenté hier sa liste d'épicerie pour les prochains mois. C'est un plan d'action qui cible des objectifs précis dans plusieurs domaines clés, dont l'économie, la santé, l'éducation et la famille, avec comme objectif ultime l'atteinte de la souveraineté en 2005.

« Les réalisations du Parti québécois sont impressionnantes en soi, mais elles ont surtout à mes yeux l'immense mérite de permettre au Québec d'aller encore plus loin, de redonner aux Québécois les moyens de leurs ambitions et de leur permettre de rêver à un Québec meilleur », a soutenu M. Landry devant les militants.

L'aile parlementaire du PQ travaille à ce plan d'action depuis plusieurs mois déjà. Depuis juin, M. Landry a régulièrement discuté de la question avec les ministres les plus actifs, dont Pauline Marois et François Legault.

En présentant son plan d'action à ce moment-ci, le PQ devance aussi ses adversaires : après avoir annoncé qu'il voulait réinventer le Québec, le Parti libéral n'a pas encore dévoilé les moyens qu'il compte prendre pour y arriver, a ainsi souligné un proche du gouvernement hier.



Photo REUTERS ©

Une militante donne l'accolade à Bernard Landry au conseil national, hier à Gatineau.

Un plan ambitieux

Dans le domaine de l'économie, la ministre Pauline Marois reçoit le mandat d'augmenter la croissance des exportations, de continuer à développer la haute technologie ainsi que la mise en valeur des ressources énergétiques. Le PQ vise aussi, comme il l'avait annoncé il y a quelques semaines, le plein emploi en 2005.

En matière de santé, le plan d'action met l'accent sur l'importance de la performance, du bien-être des patients et sur l'accessibilité des soins. Le ministre de la Santé,

François Legault, devra d'ailleurs veiller à ce que, d'ici trois ans, tous les Québécois aient accès à un médecin 24 heures sur 24, par l'entremise des groupes de médecine familiale (GMF). Pour le moment, il n'y a qu'une vingtaine de GMF dans toute la province.

« En santé par exemple, nous avons l'option d'assumer les choix sociaux ou d'exclure certains services du panier de services. Il faut un débat de société et j'ai senti que le plan d'action s'attaque aux vraies affaires », a commenté le ministre Legault.

En éducation, la priorité sera mise sur l'école secondaire. « Nous devons transformer le maillon fragile de notre système d'éducation », a indiqué le premier ministre. L'école doit devenir un milieu de vie attrayant pour les jeunes, notamment en mettant davantage l'accent sur le volet parascolaire.

Le président du Comité national des jeunes du Parti québécois, Pascal Bérubé, s'est dit très satisfait au terme de la présentation. « Ce n'est pas tout de ramener la souveraineté à l'avant-plan, il faut en faire une conviction profonde qui reste au-

delà des sondages, des modes, des conjonctures. Le plan d'action propose un concept de proximité avec le citoyen qui nous plaît », a dit M. Bérubé en rappelant que l'aile jeunesse a soumis une proposition sur la social-démocratie (qui sera discutée aujourd'hui) qui rejoint cet objectif de proximité.

Le ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, Richard Legendre, aura lui aussi un mandat précis dans ce plan d'action afin « que le Québec devienne un modèle en matière d'activité physique et de prévention », a dit le premier ministre.

« La souveraineté passe par le plan d'action et par une consultation avant de la faire. C'est clair, je suis pressé de la faire, la souveraineté, mais il faut démontrer et expliquer à la population le lien entre les problèmes actuels, qu'on doit régler, et la souveraineté », a déclaré M. Legendre au sujet de ce plan d'action, calmant les ardeurs des souverainistes trop pressés de tenir un référendum.

En plus du plan d'action, un document de consultation et de réflexion circulera au PQ au cours des prochains mois pour pousser plus loin le travail. Après un autre conseil national à la fin du mois de novembre, les péquistes seront d'ailleurs appelés à participer à un congrès d'orientation extraordinaire, les 7, 8 et 9 mars 2003, a annoncé la première vice-présidente du parti, Marie Malavoy.

« Les militants, depuis ce matin, sentent qu'on trace la voie, qu'il y a des choses à faire », a-t-elle dit en rappelant l'importance du travail sur le terrain. « On ne peut pas simplement croire qu'avec des discours publics ou des déclarations publiques, on va pouvoir rejoindre les gens. Il faut le faire en reprenant contact avec les personnes, en ayant des choses à leur dire qui soient porteuses d'espoir, porteuses d'avenir. »

Le FRAPRU presse le gouvernement d'agir

Presse Canadienne

GATINEAU — Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a tenu hier une manifestation en marge du conseil national du Parti québécois pour demander au gouvernement de respecter son engagement de prolonger le programme de supplément au loyer.

Selon le FRAPRU, quelque 3500 locataires à très faible revenu sont menacés d'augmentations de loyer moyennes de 183 \$ par mois si le gouvernement ne maintient pas le supplément au loyer qui leur permet de se loger en déboursant moins de 25 % de leur revenu.

Cette aide n'était assurée que pour une période de cinq ans et pourrait prendre fin dès le printemps 2003 dans le cas de 450 ménages. « Ces gens-là ont donc signé un bail sans même savoir combien ils vont payer de loyer », a fait remarquer le porte-parole du FRAPRU, François Saillant.

« Plusieurs n'auront d'autre choix que de déménager en pleine pénurie de logement alors que des centaines de locataires sont toujours sans logis », a-t-il ajouté.

Le ministre délégué à l'Habitation, Jacques Côté, a réitéré l'engagement du parti de prolonger de 5 à 10 ans la durée d'admissibilité au supplément au loyer. Mais le FRAPRU soutient qu'il est maintenant temps que le gouvernement passe aux actes plutôt que de se contenter de répéter qu'il s'apprête à le faire.

Legault déçoit les médecins de Gatineau

Presse Canadienne

GATINEAU — Les représentants du personnel de l'hôpital de Hull sont sortis déçus, hier matin, de la rencontre qu'ils ont eue avec le ministre de la Santé, François Legault, qui ne présente selon eux que des solutions temporaires au problème de manque d'infirmières dans leur établissement.

Quatre médecins du Centre hospitalier des Vallées-de-l'Outaouais (CHVO), accompagnés de la représentante syndicale des infirmières, ont eu une rencontre d'une demi-heure avec le ministre Legault, en marge du conseil national du Parti québécois, à Gatineau.

Ils lui ont demandé de contrer le manque de personnel (il faudrait quelque 120 infirmières de plus) en implantant une formule de compensation salariale pour empêcher le départ de plusieurs d'entre elles vers les hôpitaux d'Ottawa, où les salaires sont de 10 000 \$ à 19 000 \$ supérieurs. Depuis trois ans, le CHVO de Hull aurait perdu 91 infirmières au profit des hôpitaux d'Ottawa, affirment-ils.

Le ministre Legault aurait toutefois refusé d'accéder à leurs demandes, a relaté Gilles Aubé, l'un des médecins qui assistaient à la rencontre. « M. Legault croit



Photothèque La Presse ©

Le ministre de la santé, François Legault

que des mesures ad hoc feront l'affaire, a-t-il déclaré. Il dit que 20 infirmières ont été embauchées récemment et que cela va suffire. Mais les filles arrivent et elles se

découragent rapidement en raison des conditions de travail. »

Le Dr Aubé affirme que le personnel de l'hôpital continuera de faire valoir ses revendications en vue de faire reconnaître un statut particulier au pavillon de Hull du CHVO, mais que les actions à entreprendre seront évaluées au cours d'une consultation des membres, en début de semaine prochaine.

De son côté, le ministre Legault a indiqué que le départ d'infirmières pour l'Ontario ne représenterait que 10 % des départs, « alors il y a d'autres problèmes, d'autres malaises et ils sont en train d'être corrigés ».

Selon lui, la vingtaine d'infirmières embauchées au cours des derniers mois, de même que la trentaine qui le seront d'ici le 15 octobre, devraient contribuer à résoudre le problème. Entre-temps, « on pense être capables de mettre en place, au cours des 10 prochains jours, un mécanisme de dépannage qui pourrait apporter une solution temporaire au problème ».

François Legault a conclu en disant qu'il s'était entendu avec les représentants du personnel du pavillon de Hull du CHVO pour les rencontrer de nouveau le 15 novembre afin de faire le point sur la situation.

Des libéraux veulent un congrès au leadership avant le départ de Chrétien

MARIA BABBAGE
Presse Canadienne

OTTAWA — Le bureau du premier ministre Chrétien a réagi tièdement à la recommandation du comité de gestion de l'exécutif national du Parti libéral, qui souhaiterait la tenue d'un congrès au leadership entre le 4 novembre et le 6 décembre 2003.

Un représentant du bureau du premier ministre a fait savoir « qu'il pouvait vivre avec cela ».

De son côté, le président du parti, Stephen LeDrew, a insisté sur le fait que cette recommandation, issue d'une réunion tenue hier à Ottawa, ne visait pas à prendre la place de Jean Chrétien. Ce dernier a déjà fait savoir qu'il se retirerait de la vie politique en février 2004.

Un porte-parole du bureau du premier ministre a écarté le fait qu'une longue période d'attente entre deux chefs puisse représenter une problème. « Ce n'est pas nouveau. C'est arrivé du temps du premier ministre libéral Louis Saint-Laurent. Il y a eu un long délai entre le départ de William Lyon Mackenzie King en 1948 et l'arrivée au pouvoir de Saint-Laurent. Cela permet une transition plus facile. Mais le premier ministre gouvernera et continuera d'être premier ministre jusqu'en février 2004. »

L'exécutif national étudiera la recommandation du comité de gestion de l'exécutif au cours de sa rencontre d'octobre. Le lieu de la rencontre n'est pas encore déterminé.

Après Québec inc., Québec.com?

Jean Charest mise sur Internet pour «réinventer le Québec»

SÉBASTIEN RODRIGUE

LE CHEF DU PARTI libéral du Québec (PLQ), Jean Charest, dévoilera jeudi prochain la nouvelle plate-forme de son parti, dont un des éléments « majeurs » sera d'offrir « un gouvernement en ligne » par l'entremise d'un portail Internet où les citoyens pourront adresser leurs questions à des fonctionnaires.

Lors d'une allocution prononcée hier dans le cadre du congrès de l'Association des constructeurs du Québec (ACQ) à Mont-Tremblant, M. Charest a précisé ce projet, dont *La Presse* faisait état dans son édition de jeudi dernier. « Vous n'aurez plus à vous orienter dans le dédale gouvernemental. Ce sera au gouvernement de trouver ce qu'il vous faut », a-t-il dit.

Selon les plans du PLQ, les citoyens du Québec auraient donc

accès à n'importe quel moment de la journée à cette consultation sous forme de clavardage ou de *chat*. Le « gouvernement en ligne » permettrait notamment de renouveler son permis de conduire ou sa carte d'assurance-maladie, de recevoir ses prêts et bourses ou encore de prendre un rendez-vous par Internet.

Dans la même foulée, Jean Charest souhaite doter toutes les régions du Québec d'une connexion Internet à haute vitesse en partenariat avec le secteur privé. Dans son discours, le chef libéral a d'ailleurs comparé l'Internet haute vitesse à l'arrivée de l'électricité et du câble. M. Charest voit d'ailleurs dans la connexion haute vitesse un outil de croissance économique pour les régions.

Cette proposition fait donc partie de la nouvelle plate-forme qui « réinventera le Québec », selon le

chef du PLQ. M. Charest a aussi précisé que l'idée du gouvernement en ligne permettra de suppléer au départ du personnel de la fonction publique. Une telle mesure se financerait à partir des budgets des ministères, a-t-il ajouté. M. Charest a laissé entendre que son parti mettrait en place des mesures pour limiter le départ de fonctionnaires à la retraite.

Pendant son discours, M. Charest a aussi souligné qu'il comptait décentraliser l'appareil gouvernemental et alléger le nombre de sociétés d'État et d'organismes gouvernementaux. Il a également promis des baisses d'impôts de santé et en éducation. En lançant un message clair à l'Action démocratique du Québec, M. Charest a réaffirmé devant les congressistes de l'ACQ qu'il défendrait un système de santé public.

| GM BOISBRIAND |

Des entreprises de démolition ont visité l'usine avant la fermeture!

ANDRÉ DUCHESNE

Avant de s'engager formellement auprès du syndicat à ne pas démolir son usine de Boisbriand avant janvier 2004, General Motors du Canada a fait visiter les lieux à des représentants d'entreprises spécialisées en démolition, le printemps dernier.

C'est ce qu'ont confirmé plus d'une source à *La Presse* vendredi. Sans nier l'affaire, la compagnie s'en est pour sa part tenue à répéter qu'elle avait signé un engagement et qu'elle le respecterait.

« Je ne suis pas personnellement au courant de telles visites à l'intérieur de l'usine. Il y a beaucoup de fournisseurs qui vont et viennent et nous ne sommes pas informés de toutes leurs allées et venues. Ce que je peux vous dire est que notre engagement à ne pas démolir l'usine avant janvier 2004 est signé et que nous allons le respecter », a indiqué hier Richard James, porte-parole de GM Canada.

Depuis la fin des activités de la chaîne de montage des modèles Camaro et Firebird, la semaine dernière, l'entreprise a entrepris le démantèlement de la machinerie et des équipements qu'elle compte conserver. Après quoi, l'usine sera officiellement mise en vente.

L'entente de non-démolition des installations restantes a été signée en juin dernier avec le syndicat des Travailleurs unis de l'automobile (TCA) représentant les quelque 1400 employés de GM Boisbriand. Elle permet entre autres au syndicat et aux gouvernements de tenter de trouver de nouveaux acheteurs ou de nouvelles fonctions au bâtiment, qui fait plus d'un million de pieds carrés. Rappelons qu'à Scarborough, en Ontario, une usine fermée par GM en 1993 a été recyclée en vaste complexe commercial.

Selon nos sources, la visite d'entreprises spécialisées en démolition est antérieure à l'accord passé avec le syndicat. Plusieurs entreprises du Québec et de l'Ontario auraient inspecté les installations dans la perspective de faire des proposi-

tions concernant la démolition, les délais requis, le recyclage des matériaux, etc.

L'entente du 1^{er} juin a mis fin aux spéculations. En fait, selon des experts interviewés hier, ce n'est pas demain la veille que l'usine tombera sous le pic des démolisseurs.

« Il n'y a rien dans l'air. On nous a dit que ça prendrait des années avant que ça se fasse, indique François Panzini, de Panzini démolition. Vous savez, on visite chaque année d'innombrables bâtiments. Vous seriez surpris de savoir lesquels. Mais bien souvent, les projets tombent à l'eau. »

Il ajoute qu'avant de faire appel à des entreprises en démolition, GM devra avant tout référer le dossier à des consultants en ingénierie. « Lorsque ces derniers vont s'activer, là on pourra prendre les choses au sérieux », dit-il.

Propos similaires entendus du côté d'un compétiteur, Gino Forlini, de Forlini démolition. « On a fait des démarches lorsque nous avons appris la fin des activités, mais on nous a dit qu'il n'était pas question de démolir avant quatre ans. »

Évidemment, la perspective de mettre le grappin sur un contrat de démolition de cette envergure fait saliver les entrepreneurs et tous assurent qu'ils vont conserver le dossier sur le coin de leur bureau.

Selon François Panzini, le bâtiment est étendu, mais le projet ne sera pas exceptionnel. En fait, en raison de la structure, il serait même « assez facile à faire ». Plusieurs éléments de structures pourront être envoyés au recyclage, ce qui aura un impact certain sur le prix des soumissions.

Mais encore une fois, on n'en est pas là. Vendredi, au local 1163 des TCA, qui représente les travailleurs de GM, on disait ne pas être au courant de la visite des démolisseurs. Depuis la fin des activités, environ 250 employés sont demeurés en poste afin d'assurer les travaux de démantèlement et de nettoyage. Ce nombre devrait être considérablement réduit au cours des prochains mois.



Photo IVANOH DEMERS, La Presse ©

Plus de 150 jeunes âgés de 5 à 12 ans, dont la mascotte « Sac de vidange » à gauche, ont entassé dans une cinquantaine de sacs verts, papiers et détritrus de toutes sortes afin de refaire une beauté aux rues du vieux quartier.

Corvée de nettoyage du Quartier chinois de Montréal

RAYMOND GERVAIS

C'ÉTAIT JOUR de nettoyage hier dans les rues du Quartier chinois de Montréal. Plus de 150 jeunes chinois âgés de 5 à 12 ans, ont entassé dans une cinquantaine de sacs verts, papiers et détritrus de toutes sortes afin de refaire une beauté aux rues du vieux quartier.

Miranda Lim et Angel Chiu, les deux porte-parole de la corvée de nettoyage, ont expliqué que le geste posé avait trois objectifs : promouvoir l'importance du soin du Quartier chinois parmi les habi-

tants des entourages ; sensibiliser les jeunes à l'importance de garder un environnement propre ; et renforcer le lien entre les bénévoles locaux et les nouveaux immigrants afin d'accroître ainsi le sentiment d'appartenance des participants à la communauté montréalaise.

De 11 h à 13 h, les jeunes ont sillonné toutes les rues du quartier situé entre le boulevard René-Lévesque au nord, la rue Viger au sud, la rue Jeanne-Mance à l'ouest et Saint-Dominique à l'est. Il s'agissait du quatrième événement du genre à survenir dans le Quartier chinois.

La journée a commencé par une cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée dans le parc Sun Yat-Sen, angle Clark et de la Gauchetière, et à laquelle a participé M. Li Feng, de l'ambassade de Chine à Ottawa. M. Feng a relevé ses manches et participé avec les jeunes à la collecte de déchets.

Afin de sensibiliser les plus jeunes, un concours de dessins, sous le thème « Mon beau quartier », a été mis sur pied. Un tour historique du quartier destiné plus spécifiquement aux nouveaux immigrants a aussi été organisé dans le cadre de cette journée de nettoyage.



David Ringuet
né le 7 septembre 2001

Déjà un an, petit ourson que tu fais
notre bonheur et ensoleilles nos vies.
Bonne fête bel amour.
Nous t'aimons très fort!
Papa, Maman et William xxx

L'INSTITUT DE YOGA ET DE MÉDITATION
COURS CONTINUUS & ATELIERS DE YOGA
PROGRAMME DE FORMATION ET DE CERTIFICATION DE PROFESSEURS DE YOGA



(514) 843-YOGA(9642)

LOTO QUÉBEC

6/49
1982 20 2002

Tirage du 2002-09-07

03 04 08 12 24 28

Complémentaire: **(31)**

Québec 49

Tirage du 2002-09-07

08 15 24 26 29 33

Complémentaire: **(44)**

Lots bonis Double Jeu*

Tirage du 2002-09-07

6/49 +	03 04 15 40	50 000 \$
	07 09 24 25	25 000 \$
	14 20 22 37	25 000 \$

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.
**Cagnottes partageables. Voir détails aux points de ventes.

Banco

Tirage du 2002-09-07

02 03 07 11 15 16 21 23 24 25
26 27 30 32 36 49 50 59 63 67

Extra

Tirage du 2002-09-06

NUMÉRO: **793216**

La Quinzaine

Tirage du 2002-09-07

3 4
201 8025

Extra

Tirage du 2002-09-07

NUMÉRO: **440434**

GAGNANTS		LOTS
SUPER 7	Tirage du 2002-09-06	
7/7	0	5 000 000,00 \$
6/7+	1	251 657,00 \$
6/7	89	2 474,10 \$
5/7	5 154	152,60 \$
4/7	112 111	10,00 \$
3/7+	104 897	10,00 \$
3/7	940 284	Participation gratuite

Ventes totales: 13 693 440 \$
Prochain gros lot (appr.): **7 500 000 \$**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu...

MISE SUR TOI
1 866 SOS-JEUX

Mais pas à peu près...

Si vous vous nourrissez vraiment correctement, que vous évitez les excès de sucre et de graisses, que vous faites régulièrement de l'exercice tous les jours, que vous n'êtes pas stressé et angoissé, que vous avez le poids idéal, que vous ne fumez pas, que vous buvez modérément de l'alcool et que vous vivez dans un environnement non pollué, par l'air et le bruit, alors NE LISEZ PAS CECI. Vous êtes parfait, mais pas à peu près.

Par contre, si vous n'avez pas toujours le temps de bien manger et que vous travaillez tout l'temps, vous êtes stressé, fatigué, angoissé, etc., c'est là que des suppléments de vitamines et minéraux dosés scientifiquement peuvent faire une réelle différence!

Lisez l'étiquette et achetez les produits de préférence à des laboratoires qui sont capables de vous expliquer pourquoi tel nutriment doit être supplémenté à tel dosage. Comme le fait Phytobec, par ses nombreuses chroniques.

Exemple, ce petit détail dans Phytobec, tous les minéraux sont "protéinates", (activité chélatrice biologique d'absorption accrue par votre corps) pour une plus grande assimilation.

Bien que les minéraux "protéinates" de Phytobec soient plus coûteux, ils sont d'une bien meilleure absorption, (passage des vitamines et minéraux dans le sang).

L'effet protecteur de vitamines et des minéraux de Phytobec, vous donne la force nécessaire pour faire face à votre train-train quotidien, ses quarante éléments diversifiés incluant ses antioxydants complètent votre nutrition (peut-être pas assez diversifiée) et vous garde en santé.

C'est votre choix : libre et informé.

Un produit **Bio-Actif**

Montréal : (514) 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Estrie : (819) 823-3322

Célébrités...



LE 13 SEPTEMBRE 1952

THÉRÈSE DORVAL ET DR JACQUES LEFEBVRE

FÉLICITATIONS POUR VOS 50 ANS DE MARIAGE

De vos six enfants, leurs conjoints et vos quatorze petits-enfants qui vous aiment.

Célébrités...

Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274

La Presse

Appels interurbains sans frais : 1-866-987-8363

Le domaine de l'aviation vous intéresse ?

Information aérienne



Une formation qui vous prépare à vivre une carrière passionnante à titre de régulatrice/régulateur de vol dans une compagnie aérienne.

- Formation financée par le ministère de l'Éducation (M.E.Q.)
- Programme de 900 heures comprenant un stage et une expérience de vol-voyage qui facilitent grandement l'intégration au travail.
- Le seul programme public autorisé au Québec.
- Inscription au Centre de formation en transport de Charlesbourg.
- Début des cours : septembre 2002

FAITES VITE! SEULEMENT TROIS PLACES SONT ENCORE DISPONIBLES

Ce programme mène à l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles (DEP) et permet de se présenter aux examens d'accréditation de Transport Canada.

Offert aux candidats qui détiennent un diplôme d'études secondaires ou qui ont minimalement réussi les cours de 4^e secondaire en français, mathématiques et anglais ou qui possèdent les équivalences reconnues par le M.E.Q..

L'acquisition de l'anglais fonctionnel est nécessaire à la fin du cours pour pouvoir intégrer le marché du travail.

Pour plus d'information sur le contenu du programme, les conditions d'admission et les possibilités d'emploi, visitez notre site :

www.cftc.qc.ca
ou communiquez avec nous
(418) 634-5580 • 1-866-849-5580

CENTRE DE FORMATION EN TRANSPORT DE CHARLESBOURG
700, rue de l'Argon, Charlesbourg (Québec) G2N 2G5
(Parc industriel de Charlesbourg)
Via l'autoroute Laurentienne nord (73), sortie Georges-Muir (155).

Commission scolaire des Premières-Seigneuries

Les conseils du beau-père



STÉPHANE LAPORTE

collaboration spéciale
stephane@stephanelaporte.com

Mon cher José,
Bravo ! Chus tellement ému, j'arrête pas de brailler ! J'pense que c'est le plus beau jour de ma vie, 'stie ! 18 millions de dollars ! 18 millions ! Pas en argent de Canadian Tire ! Non, en argent d'Elvis ! En américain ! Ça, ça veut dire 30 millions en argent de Johnny Farago ! 30 millions, tabarnak ! Attends, faut que je braille encore un peu ! Snif !

Mais là, va falloir que tu fasses attention, mon Théo. Sois ben prudent ! Parce qu'avec 30 millions de dollars, tu vas te retrouver avec plein de monde autour de toi qui vont vouloir profiter de ton argent. Des clisses de vautours ! Y vont tous te dire quoi faire avec tes piastres ! Écoute-les pas ! Écoute-moi !

Tiguythinking ! Tiguythinking ! Premièrement, tu vas marier ma fille, Stéphanie ! Au plus sacrant ! Pas pour qu'elle puisse avoir la moitié de ta fortune, si jamais vous divorcez. Ben non ! Voyons ! Faut pas penser à ça ! En tout cas, pas

tout de suite ! Non, il faut que tu la maries pour ton image. Le monde t'aimait beaucoup, Théo. Mais là, avec 30 millions, le monde risque de t'aimer moins. Non mais, c'est vrai, tu commences à faire suer pas mal. Jeune, beau, multimillionnaire, célibataire. C'est trop pour le même gars. Les gens acceptent plus qu'un couple marié soit plein, plutôt qu'un gars tout seul. Prends René pis Céline, y'en ont du cash, eux autres. Tes 30 millions, c'est de l'argent pour les parcomètres, pour eux autres. Mais le monde les aime quand même, parce qu'ils sont mariés. Si René était célibataire, ça passerait moins. Au moins quand t'es marié, les gens peuvent continuer de s'identifier à toi. Y savent que t'as pas juste du fun dans vie. Que t'as une vie de couple. Que c'est pas drôle tout le temps, 'stie ! Ça fait qu'ils sont moins jaloux. Tiguythinking !

Faque, on va faire le mariage dans le cadre d'une édition spéciale de *La Fureur*, animée par Véro, au Centre Bell, juste avant le premier match de la saison du Canadien. L'équipe des gars va faire ton enterrement de vie de garçon, l'équipe des filles va faire le *shower* de Stéphanie. Full concept ! Éric Lapointe va chanter la tounne des *Boys* pendant que vous montez l'allée, vers le centre de la glace. Pis à votre sortie, côté zamboni, Alan Théo va chanter sa nouvelle tounne *Disco Théo*. Ça va de même : « Go !

Go ! Go ! Théo ! Disco Théo ! Go ! Go ! Go ! Théo ! Disco Théo ! » Ça va être un hit, ça se retient ben ! C'est Plamondon qui a écrit les paroles, tabaslak ! Faut que je te dise, aussi, qu'en première partie, Natasha St-Pierre va se marier avec Sébastien Benoit. Comme ça toute va être plogué ! Tiguythinking ! Tiguythinking !

Bon. O.K., peut-être t'as peur de te marier. Peut-être que tu veux encore profiter de ta liberté. Mon José, fie toi sur moi, l'un n'empêche pas l'autre ! Au contraire ! Ce qui se passe à Dallas ou à Calgary, c'est pas de nos affaires !

Faut juste trouver quelque chose pour occuper Stéphanie durant tous tes voyages. Tiguythinking ! Je l'ai trouvé. On va lui faire faire un show de cuisine avec ta mère. Ça, ça poigne ! Stéphanie et maman Théodore, la cuisine tricolore ! Quin Ricardo ! Manges tes bas ! Toutes les filles qui te demandent : « Qu'est-ce qu'on mange pour être beau de même ? » Ben, elles vont le savoir en écoutant les recettes de ta mère. Ça, ça va faire de la cote ! Tiguythinking ! Tiguythinking ! Envoie dans « 'poche, dans 'poche, dans 'poche ! »

Faut s'occuper de ta carrière de guitariste, aussi. L'album est déjà prêt. Ça s'appelle *Le Guitariste masqué*. Y'a des belles chansons comme *Avec le gant, va, tout s'en va, Viens me faire oublier que je me suis fait scorer, Sèche tes pades, Bell, I lost my blanchissage*. C'est Patrick Norman qui joue

sur toutes les tounes. Toi, t'as juste à faire du *lipsync* avec tes doigts pardessus en promotion. Ça va vendre comme René en 70 ! Tiguythinking ! Tiguythinking ! Envoie dans « 'poche, dans 'poche, dans 'poche ! »

Une autre affaire, faut prévoir l'arrivée du bébé pour la signature du prochain contrat. Parce que ce coup-là, ça sera pus 30 millions, ça va être 100 millions ! Alors pour pas écoeurer le peuple, une nativité, ça va être parfait. Les gens vont dire c'est ben de l'argent mais y'a un enfant à nourrir ! L'accouchement aura lieu dans le cadre de *Stars à domicile*, animée par Véro. Des gens du public auront la chance de voir Stéphanie accoucher chez eux ! Ça, ça va faire de la cote ! Vous avez trois ans pour vous pratiquer. Ça devrait être assez. C'est sûr qu'il y a plusieurs gardiens de but qui ont une faiblesse entre les deux jambes, mais toi, t'as l'air pas pire de ce côté-là ! Tiguyjoking ! Tiguyjoking !

Tu le sais, une carrière de hockey, ça dure pas longtemps. Mais une revue musicale, ça tu peux étirer ça longtemps. J't'en passe un papier ! Prends *Elvis Story* ! Aussi longtemps qu'Elvis va être mort, je vais casher ! Écoute ben mon idée, tiguythinking, on va faire *Théo Story*, au Capitole. Une partie de hockey en comédie musicale. Y va avoir un gros filet en paillettes, toi, tu vas te mettre devant, tu vas faire

toutes tes moves de goaler, ton style papillon, envoie donc ! On va mettre plein de danseuses autour avec des chandails des Bruins de Boston ! Des tounes d'aréna comme *Nana-na* et *Rock and roll*. Ça va être écoeurant ! On va remplir tous les soirs ! Sais-tu pourquoi ? Parce que tu mettras pas ton masque ! Le fantasme de toutes les Québécoises : voir José garder les buts, la face nue ! Pis tchèke ben la finale du show ; ça va être la douche des joueurs ! Oh boy ! Les scalpers vont vendre les billets mille dollars. Le 281 va fermer ! Tiguythinking ! Tiguythinking ! Envoie dans « 'poche, dans 'poche, dans 'poche ! »

Encore une fois, mon gendre, félicitations pour ton cash ! Ne me remercie surtout pas, pour tous mes judicieux conseils. Donne-moi juste 50 % ! Tiguythinking ! Tiguythinking !

Signé beau-papa Guy qui t'aime.

■ ■ ■

UN MEMBRE du groupe 'Nsync, Lance Bass, n'a finalement pas trouvé les 20 millions de dollars américains nécessaires pour aller dans l'espace. Ça coûtait pas mal moins cher à un membre du groupe Harmonium pour aller dans l'espace !

■ ■ ■

ON DEVRAIT peut-être demander au propriétaire de l'autobus amphibie *Lady Duck* de soumettre un projet de métro amphibie.

PIERRE FOGLIA

CHAQUE MARDI, JEUDI ET SAMEDI



La Presse
cyberpresse.ca

DEVENEZ CONSULTANT(E) À TEMPS PARTIEL OU À TEMPS PLEIN

3071159

Il vous est possible de gagner des revenus substantiels comme CONSULTANT à temps partiel ou à temps plein en travaillant de votre maison ou de votre bureau. Les honoraires moyens chargés par les consultants sont actuellement de **157 \$ l'heure**. Assistez à ce séminaire et transformez vos soirées et vos fins de semaine (ou vos semaines entières) en une source de revenus exceptionnels et atteignez le prestige et la reconnaissance d'être professionnel. Les besoins de consultation croissent actuellement à un rythme de plus de **20 % annuellement**.

QUI DEVRAIT ASSISTER À CE SÉMINAIRE ? Tous les hommes et toutes les femmes qui ont acquis des connaissances au cours de leur vie soit par éducation ou par expérience : administrateurs, ingénieurs, éducateurs, spécialistes en ressources humaines, militaires à la retraite, étudiants gradués, auteurs, retraités, professionnels de la vente et du marketing, spécialistes en informatique, comptables, spécialistes de l'immobilier, avocats, notaires, bref, toute personne intéressée à profiter de l'actuelle demande croissante de consultants.

CE QUE VOUS APPRENDREZ DURANT CES 6 HEURES. Comment établir vos honoraires • Comment vendre vos connaissances • Comment établir votre pratique de consultant • Comment établir un besoin permanent pour vos services • Comment éviter de donner vos connaissances gratuitement • Les 9 situations qui requièrent les services de consultant • Comment créer une demande pour vos services • Contrat de performance • Facturation / collection / contrats • Savoir quand refuser un contrat de consultation • Les opportunités offertes par les gouvernements • Et beaucoup d'autres points.

Le samedi 14 septembre 2002 de 9 h à 16 h
Hilton Aéroport,
12505, ch. Côte-de-Liesse, Dorval

Prix : 250 \$ + taxes (matériel de cours inclus)
Réservez dès maintenant au : (450) 679-0261
Conférenciers : Jacques Lépine, M.B.A.
Ginette Méroz, avocate

Groupe Forsythe International Inc.
www.forsythegroup.com

SÉMINAIRE DISPONIBLE
SUR CASSETTE AUDIO



CONCOURS

« Expérience designer »

Plus de 4 500 \$ de vêtements
de designers à gagner !

AUTREFOIS SAÏGON • ELLYSON FOREST DESIGN • KATHLEEN KOVATS
• ANGELA JONES • MICHEL DESJARDINS • CARLA ROMAGNOLI
• KAO DESIGN • DUY • FRETT DESIGN • CATHERINE BRULÉ • MYCO ANNA
• VÉRONIQUE MILJKOVITCH • ENVERS • OUCI • KAMKYL

Pour participer au concours, remplir le coupon de participation et répondre correctement à la question concours. Le tirage aura lieu le 14 septembre 2002, à 20 h, à la Place Bonaventure. Un seul coupon par personne. Les fac-similés ne sont pas acceptés.

Pour être admissibles, les coupons de participation dûment remplis doivent être expédiés à Concours Expérience Designer, 425 rue Sherbrooke Est, bureau 010, Montréal (Québec) H2L 1J9 avant le 14 septembre 2002, à 16 h, ou être déposés sur le site du Salon Expérience Mode Beauté Design à la Place Bonaventure, Hall d'exposition Ouest, avant le 14 septembre 2002, à 16 h. Il y a un prix à gagner pour la catégorie homme et un prix pour la catégorie femme.

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____ APP. : _____
VILLE : _____ CODE POSTAL : _____
TÉL.(RÉS.) : () _____ TÉL.(TRAV.) : () _____ HOMME ☐ FEMME ☐
QUESTION CONCOURS : Dans quel cahier de La Presse trouve-t-on la rubrique MODE ? _____



EXPÉRIENCE
**MODE
BEAUTÉ
DESIGN**

LE SALON
PLACE BONAVENTURE
12 AU 15 SEPTEMBRE

www.salonexperiencemodebeaute.design.ca

3076635

Industrie
et Commerce

Québec

Brown

La Presse

3076634A

Centre Colette Maher



Cours offerts:

- Yoga
- Antistress
- Technique Nadeau
- Méditation

387-7221

3076708

9660, rue LAJEUNESSE



Comment
devenir auteur
en douze
leçons



Prospectus gratuit

École des Écrivains
807, rue Closse, Saint-Lambert
J4R 1K8
Tél. : (450) 672-4893
Télec. : (450) 672-9945
Courriel : ciell32@aei.ca

3076621

Avec ça c'est une autre paire de manches!

Oui, avec la capsacine ça branle pas dans le manche, la capsacine produit une sensation d'intense chaleur à l'endroit de l'application dès le premier usage. Ça chauffe! et vous apporte une hémococoncentration ou hyperhémie active c'est-à-dire une concentration salubre du sang Là où ça fait mal, la capsacine est un antidouleur, un antisouffrance lorsque l'on traverse une mauvaise passe d'élancements.

Lors d'épisodes inflammatoires de l'arthrite et l'ostéoartrase, c'est la capsacine, l'extrait de piment rouge, qui épuise la substance relâchée par les nerfs pendant une douleur chronique... d'où une sensation de soulagement. Pour que la crème agisse, (crème Flex-O-Flex-capsacine din : 02238137 émis par Santé Canada) il faut cependant s'astreindre à des applications rigoureuses et répétées (au moins 3 ou 4 par jour).

De plus, les articulations souffrent également de troubles nutritifs en panne sûrement de glucosamine c'est pourquoi Flex-O-Flex a créé une ampoule de 2000 mg de glucosamine, la dose maximale, par jour, c'est beaucoup.. beaucoup de glucosamine, une véritable mine de glucosamine, d'absorption rapide et sans sodium ajouté, bien sûr; glucosaminique comme pas une, l'ampoule de glucosamine Flex-O-Flex est une véritable "pompe" de glucosamine. Une ampoule de Flex-O-Flex tous les jours dans un verre de jus de fruits et une bonne activité physique... voilà une formule gagnante.

Avoir Flex-O-Flex dans sa manche, donne accès à un mode de vie sans douleur.

Un produit

Bio-Actif

Montréal : (514) 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Estrie : (819) 823-3322

LIQUIDATION TOTALE Tout doit être vendu Rabais jusqu'à 80%

Plateau pliant en bois pour le lit / la télé
9.99\$
Cour.: 27,99 \$

Ensemble à sushi 12 pièces Matsuri
19.99\$
Cour.: 59,99 \$

Boîte à pain en acier inox 18/10 à porte escamotable
39.99\$
Cour.: 99,99 \$

Importé de France Ensemble de 4 verres à pied
12.99\$
Cour.: 29,99 \$

Assiette à trempette Crawford 17 1/2" diamètre
19.99\$
Cour.: 59,99 \$

Tire-bouchon Ouvre bouteille avec support et coupe-capuchon
49.99\$
Cour.: 149,99 \$

Service de fine porcelaine 45 pièces pour 8
39.50\$
Cour.: 179,99 \$

Batterie de cuisine antiadhésive 16 pièces à revêtement téflon Poignées en acier inoxydable et couvercles en verre trempé
89.99\$
Cour.: 299,99 \$

Design Solingen Coutellerie 72 pièces en acier inoxydable 18/10 service pour 12
89.99\$
Cour.: 459,99 \$

GRATUIT! ENSEMBLE DE COUTEAUX PROFESSIONNELS 15 PIÈCES
Où vous cot ensemble de 6 couteaux avec support à rachat (une batterie Steelcast 11 pièces)
Avec ce coupon seulement
Non valable avec une autre offre
Valeur de 130\$

SteelCast COMMERCIAL 399.99\$
Cour.: 899,99 \$
Une nouvelle norme d'excellence culinaire, de performance et de durabilité Batterie 11 pièces et acier inoxydable 18/10
CUISINE INTÉRIEURE

LES PRIX LES PLUS BAS! QUALITÉ SUPÉRIEURE! MEILLEUR CHOIX! PRIX GARANTIS!

BENIX & Co.
Importateurs d'articles ménagers de qualité
Lun.-merc. 10h-18h • Jeu. et ven. 10h-21h
Sam. 9h-17h • Dim. 10h-17h

7335, BOUL. DÉCARIE
3213, AUTOROUTE 440
KIRKLAND, Autoroute 40 Ouest, sortie ch. Sainte-Marie
LE FAUBOURG, Ste-Catherine

Faites vite pour profiter du meilleur choix. Promotions d'ouverture : limite de 1 par famille.

Angle Jean Talon, métro Namur
Chomedey, Laval
en face du Carrefour Laval, à côté du Yellow Plus

VISA

| SONDAGES SUR LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE |

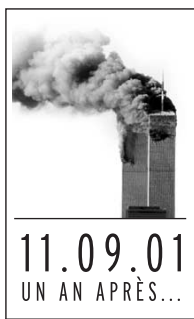
Les Canadiens tiennent les États-Unis responsables

Presse Canadienne

Une majorité de Canadiens croit que les États-Unis sont partiellement responsables des attentats terroristes du 11 septembre, révèle un sondage *Globe and Mail*-CTV rendu public hier.

La politique étrangère des Américains et leur engagement au Proche-Orient sont les principales raisons évoquées par les Canadiens lors du sondage.

Par ailleurs, selon une autre



étude menée par Ipsos-Reid, la plupart des Canadiens pensent que leur pays fait sa part pour soutenir les États-Unis dans la guerre antiterrorisme.

Dans la première étude, 69 % des 1000

personnes interrogées la semaine dernière, ont dit que les États-Unis étaient partiellement responsables des attentats et 15 % ont affirmé qu'ils étaient entièrement respon-

sables. Par ailleurs, 14 % croient que les États-Unis ne sont absolument pas responsables de la tragédie.

D'autre part, selon le deuxième sondage, 61 % des personnes interrogées ont déclaré qu'Ottawa avait fait sa part pour soutenir les États-Unis. Environ 24 % ont cependant affirmé le contraire, tandis que 14 % ont dit que le pays en avait fait trop.

Les deux études ont été dévoilées à quelques jours du départ du premier ministre Jean Chrétien pour New York, où il doit participer aux cérémonies marquant le premier anniversaire des attentats

du World Trade Center.

M. Chrétien rencontrera George W. Bush à Detroit demain, pour tenter de trouver des solutions aux embouteillages attribuables à l'accroissement des mesures de sécurité aux frontières.

L'on s'attend à ce que les deux chefs d'État abordent aussi la question de l'Irak et du renversement du régime de Saddam Hussein. Contrairement à celui de Tony Blair, l'appui de M. Chrétien ne lui est pas acquis.

M. Chrétien a été critiqué pour sa prudence, après le 11 septembre. Au cours d'une entrevue qui sera diffusée par CTV aujourd'hui, le vi-

ce-premier ministre John Manley a toutefois expliqué l'attitude de son chef.

« Nous ne sommes pas de ceux qui croient qu'il devrait y avoir une attaque préventive, a-t-il déclaré. Avant de nous engager, nous avons dit qu'il devrait y avoir des preuves que l'Irak est lié au réseau Al-Qaeda. »

Selon M. Wright, les Canadiens partagent cet avis. Ils étaient d'accord pour que le gouvernement améliore la sécurité au pays et pour qu'il envoie des soldats en Afghanistan. Mais comme leur premier ministre, ils sont plus prudents en ce qui a trait à l'Irak.

Le décompte Hyundai est commencé!

SANTA FE GL



LOUEZ

à partir de

229\$*
par mois / 48 mois

**FINANCEMENT
À L'ACHAT
1,8%**
DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

PDSF 21 050 \$

SOLDE

SONATA GL



LOUEZ

à partir de

239\$**
par mois/48 mois

**FINANCEMENT
À L'ACHAT
0%**
DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

PDSF 21 195 \$

SOLDE

XG350



LOUEZ

à partir de

365\$***
par mois/48 mois

**FINANCEMENT
1,8%**
DISPONIBLE
JUSQU'À 36 MOIS

PDSF 32 295 \$

SOLDE

3076540A



GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE :

5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / kilométrage illimité)

Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

Photos à titre indicatif seulement. *Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour le SANTA FE GL 4 cylindres à traction avant 2002 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 992 \$. Comptant de 2 995 \$, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 1,8 % jusqu'à 36 mois. **Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA GL 2002 à partir de 239 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 11 472 \$. Comptant de 1 995 \$, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. ***Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la XG350 2002 à partir de 365 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 17 520 \$. 3 495 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 1,8 % jusqu'à 36 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2002. Kilomètre annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 30 septembre 2002.


HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

LES PARTENAIRES HYUNDAI

MONDE



Photo AFP

Une garde d'honneur a accueilli hier à la villégiature présidentielle de Camp David, dans le Maryland, le premier ministre britannique Tony Blair (à g.), venu s'entretenir avec George W. Bush des problèmes posés par l'armement de destruction massive dont disposerait l'Irak de Saddam Hussein. Le président des États-Unis était accompagné de sa femme, Laura.

Déterminés à mater l'Irak, Bush et Blair recherchent toujours un soutien international

Paris et Berlin encore opposés à une action unilatérale des États-Unis

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président George W. Bush et son allié britannique Tony Blair ont exprimé hier leur volonté de répondre avec un large soutien international à la « menace réelle » représentée par l'Irak, alors que Paris et Berlin se déclaraient opposés à « une action unilatérale des États-Unis » contre Bagdad.

« Une politique d'inaction n'est pas une politique à laquelle nous pouvons souscrire si nous voulons être responsables », a déclaré M. Blair, qui s'est entretenu pendant plus de trois heures avec M. Bush dans sa résidence de campagne de Camp David, à 90 km au nord-ouest de Washington.

« Nous partageons la même analyse, une même détermination à confronter le problème des armes de destruction massive et un même désir de le faire sur la base du plus large soutien international possi-

ble », a-t-il affirmé avant de regagner Londres.

Mais ce « large soutien international » devrait être difficile à obtenir au vu des déclarations faites hier soir à Hanovre (Allemagne) par le chancelier allemand Gerhard Schroeder et le président de la France Jacques Chirac.

« Nous sommes en plein accord sur quatre points : pas d'action unilatérale des États-Unis, une solution qui passe par le Conseil de sécurité de l'ONU, un retour inconditionnel en Irak des inspecteurs pour le désarmement de l'ONU et ne pas changer d'objectif », a déclaré le chancelier au cours d'une conférence de presse commune avec M. Chirac.

Le président de la France a affirmé pour sa part que « l'Irak devait accepter (...) le retour sans condition des inspecteurs ». « Seul le Conseil de sécurité est habilité à prendre une décision sur les conséquences des décisions que prendront les autorités irakiennes », a-t-il souligné.

MM. Bush et Blair ont quant à eux insisté sur la réalité des menaces irakiennes sans évoquer la possibilité d'intervention militaire.

M. Blair a déclaré que, pour les États-Unis et la Grande Bretagne, « il n'y avait aucun doute que le régime irakien avait accumulé des armes de destruction massive depuis longtemps ». « La menace est réelle », a-t-il martelé.

M. Bush a rappelé qu'il y a quatre ans les inspecteurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) avaient déjà affirmé que l'Irak était « à six mois de développer une arme nucléaire ». « Quelles autres preuves voulez-vous ? » a-t-il lancé.

Face aux craintes suscitées par une éventuelle intervention militaire des États-Unis contre l'Irak, M. Blair a indiqué que « les gens devaient avoir la certitude que nous allons aborder cette situation d'une façon raisonnable et mesurée ».

Jeudi, il avait assuré à la BBC qu'il était prêt à payer « le prix du sang » pour soutenir les États-Unis.

Après ses entretiens avec M. Bush, Tony Blair est attendu ce matin en Grande-Bretagne, où il fera une étape en Écosse pour une visite à la reine Élisabeth II.

Le secrétaire général de la Ligue

arabe, Amr Moussa, a déclaré qu'il était très possible que les inspecteurs en désarmement de l'ONU soient autorisés à revenir en Irak, d'où ils ont été retirés en 1998 et dont le retour est exigé par Washington. « Il y a une forte possibilité pour que les inspecteurs retournent à Bagdad », a affirmé M. Moussa.

L'administration Bush n'a pas clairement indiqué si elle était prête à aller devant le Conseil de sécurité pour demander une nouvelle résolution autorisant un recours à la force en cas de refus de Bagdad de respecter ses engagements.

Selon le *Washington Post* de samedi, M. Bush prévoiera la semaine prochaine l'ONU que Washington agira seul pour désarmer l'Irak si la communauté internationale n'intervient pas.

Des émissaires américains seront envoyés à Paris, Moscou et Pékin après un discours très attendu de M. Bush sur l'Irak, le 12 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui a vu M. Chirac vendredi à Paris, a réitéré son opposition à une attaque contre l'Irak.

Powell avoue des divergences dans l'entourage du président

JILL LAWLESS
Associated Press

LONDRES — Le secrétaire d'État américain Colin Powell reconnaît qu'il y a des divergences sur l'Irak au sein de l'administration américaine, et précise qu'aucune décision d'agir militairement n'a été prise.

« Le président n'a pas décidé d'agir militairement. » George W. Bush « examine toutes les options, politique, diplomatique, militaire », a-t-il déclaré, dans un entretien diffusé hier par la BBC1, et dont des extraits avaient déjà été diffusés il y a une semaine.

« Il a dit à tous nous amis et alliés dans le monde que nous les consulterions étroitement, et cela inclut bien entendu des consultations avec les Nations unies. »

Les conseillers du président « ont des idées différentes et nous communiquons tous de manières différentes », a-t-il ajouté. Et ce pour « un débat complet et ouvert ».

Selon Powell, Saddam Hussein est déterminé à se doter d'armes nucléaires, mais les États-Unis ne savent pas à quelle distance du but les Irakiens se trouvent. « Vous pouvez débattre, un an, cinq ans, six ans ou neuf ans ; le point important, c'est qu'ils y travaillent toujours. » En tous cas, après la guerre du Golfe, « ils étaient plus avancés que ce que nous pensions » en ce domaine, a-t-il ajouté.

Il a donc souligné l'importance du retour des inspecteurs en désarmement de l'ONU. « Ils doivent pouvoir aller où ils veulent, quand ils veulent, voir tout ce qu'ils doivent voir, pour garantir au monde que ces armes ne sont pas là, ou qu'elles sont ramenées sous contrôle. »

« L'Irak est dans une situation de violation des résolutions de l'ONU depuis presque 11 ans. Donc, en guise de premier pas, voyons ce que les inspecteurs trouvent, exigeons leur retour — pourquoi sont-ils tenus à l'écart ? »

Reste que le régime de Saddam Hussein est militairement bien plus faible qu'à l'époque de la guerre du Golfe, Colin Powell estimant la capacité de l'armée irakienne à « un tiers ou un peu plus » de celle d'il y a 12 ans.



EXPRESS INTERNATIONAL

Moussaoui | Homme bien informé

DES DOCUMENTS confidentiels sur le réseau Al-Qaeda d'Oussama ben Laden ont été remis par erreur par la justice américaine au Français Zacarias Moussaoui, soupçonné d'avoir participé à la préparation des attentats du 11 septembre, a rapporté la chaîne de télévision ABC. Des documents et des disquettes informatiques concernant Al-Qaeda ont été fournis à Moussaoui en même temps que des papiers que l'administration devait lui donner pour qu'il prépare sa défense, a précisé vendredi ABC. Les responsables « n'en sont pas certains à 100 %, mais il n'y a aucune preuve que Zacarias Moussaoui ait lu » ces documents sur le réseau considéré comme responsable des attentats du 11 septembre, a noté la chaîne de télévision. Dès que l'erreur a été découverte, des policiers ont fouillé à au moins trois reprises la cellule de Moussaoui dans sa prison d'Alexandria (Virginie, est), avec la permission du juge Leonie Brinkema, en charge de l'affaire. — *d'après AFP*

Népal | Enquête d'Amnistie

AMNISTIE INTERNATIONALE a annoncé hier qu'une de ses équipes enquêterait du 9 au 25 septembre au Népal sur la situation « de plus en plus critique » des droits de l'homme dans les zones touchées par la rébellion maoïste. « La situation des droits de l'homme au pays s'est dégradée dans le contexte de la « guerre populaire » déclarée par les maoïstes en 1996 et a atteint un niveau alarmant depuis la rupture du processus de paix en novembre 2001 », souligne un communiqué d'Amnistie reçu à Katmandou. « Une détérioration est prévisible à l'approche des élections législatives prévues le 13 novembre et boycottées par les maoïstes », poursuit le texte. — *d'après AFP*

Italie | La gauche se braque

LES DEUX PRINCIPALES composantes de l'opposition de gauche italienne, les Démocrates de gauche (DS) et la Marguerite, se retrouvent demain pour un sommet afin de peaufiner leur stratégie de rentrée contre la politique du gouvernement de Silvio Berlusconi. Sonnée par sa défaite aux élections générales de mai 2001, l'opposition semble s'être aujourd'hui quelque peu ressaisie et avoir mis entre parenthèses les querelles internes à la coalition de l'Olivier. Francesco Rutelli, président de la Marguerite et dirigeant de la coalition battue l'année dernière, reste son chef. Et ce, même si dans un futur proche, beaucoup voient un rôle de premier plan au leader syndicaliste Sergio Cofferati (DS). — *d'après AFP*

AFGHANISTAN



PHOTO Reuters

Hommage de Karzaï au « martyr » Massoud

Le président afghan Hamid Karzaï est allé se recueillir hier, deux jours après avoir été la cible d'une tentative d'assassinat, sur la tombe du « héros national » Ahmed Shah Massoud, tué le 9 septembre dernier par des activistes. « Que Dieu le protège, lui et ceux qu'il a laissés. Que Dieu protège le peuple d'Afghanistan », a sobrement déclaré en langue dari Hamid Karzaï. Il était arrivé dans l'après-midi dans un grand déploiement de forces de sécurité, dans ce petit village de la vallée du Panchir d'où était originaire le chef de la résistance aux talibans, ancien commandant de la lutte contre l'occupation de son pays par les troupes de l'ex-Union soviétique. « Sa mission dans la vie était la liberté de l'Afghanistan et il est devenu un martyr de cette cause », a ajouté le président Karzaï dans une intervention à l'intérieur même du mausolée blanc érigé au sommet d'une colline.

Un important raid à Gaza marque le Nouvel An juif

SAKHER ABOU EL-OUN
Agence France-Presse

GAZA — Des incidents sporadiques ont fait dix blessés palestiniens dans les territoires occupés hier, premier jour de l'année du calendrier juif, après une opération d'envergure de l'armée israélienne menée avant l'aube dans la bande de Gaza.

En Cisjordanie, l'armée a imposé un couvre-feu sur toutes les villes autonomes palestiniennes, pour parer à une éventuelle vague d'attentats en Israël lors des fêtes du Nouvel An juif, célébré de vendredi soir à aujourd'hui.

Cinq Palestiniens ont été blessés, dont un grièvement, lorsque des militaires ont tiré des rafales de balles à partir de chars dans le camp de réfugiés de Jénine, selon des sources sécuritaires palestiniennes.

Ces tirs se sont produits après que des manifestants eurent lancé des pierres sur les soldats.

De source palestinienne, deux enfants qui lançaient des pierres ont en outre été blessés à Tulkarem par des tirs de soldats israéliens.

Un activiste palestinien des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé lié au mouvement Fatah du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, a été blessé, puis fait prisonnier, lors de confrontations avec l'armée israélienne dans la localité autonome d'Aja, à 15 km au sud de Jénine.

L'armée a confirmé dans un communiqué que « l'activiste palestinien disposait d'un fusil M-16, de plusieurs chargeurs et d'un gilet pare-balles », mais est restée silencieuse sur les incidents dans le camp de Jénine et à Tulkarem.

Deux Palestiniens, une femme de 40 ans et un jeune homme d'une vingtaine d'années, ont par ailleurs été blessés par des éclats lorsque trois chars ont ouvert le feu dans le camp de réfugiés de Rafah, près de

la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte, selon une source sécuritaire palestinienne.

Un porte-parole de l'armée israélienne a affirmé à l'AFP que l'armée avait riposté à des lancers de grenades contre des véhicules militaires, lors d'une patrouille destinée à empêcher un trafic d'armes avec l'Égypte, et blessé trois agresseurs.

L'état d'alerte « maximum » a été décrété en Israël l'occasion du Nouvel An juif. D'importants effectifs de soldats et policiers se sont déployés dans les villes, près des synagogues, des sites de vacances et aux barrages routiers le long de la ligne de démarcation entre Israël et la Cisjordanie.

La crainte d'un attentat majeur s'est renforcée avec l'interception jeudi d'un véhicule bourré de 600 kg d'explosifs en Israël, près de la Cisjordanie. Dans la bande de Gaza, des unités d'infanterie appuyées par une quarantaine de chars et blindés ont pénétré avant l'aube à Deir el-Balah.

Les soldats ont fouillé des maisons et arrêté un chef du Jihad islamique, ainsi que trois autres activistes.

Durant cette opération, trois bâtiments ont été détruits. Les Palestiniens, il s'agissait d'un bâtiment de la Défense civile, d'un atelier métallurgique et d'un atelier de fabrication de fenêtres.

Selon l'armée, « une bombe de forte puissance » a été découverte dans un local du Fatah et « des artificiers ont fait sauter la bombe et le local », de même que quatre ateliers de fabrication de mortier et lance-roquettes dans un autre bâtiment.

Enfin, Hisham et Mahmoud Charabasi, deux frères, accusés d'appartenance au mouvement radical islamiste Hamas, ont été arrêtés dans la nuit de vendredi à hier à Hébron en Cisjordanie, selon leur famille.

AFFAIRES

Jacques Fortin, de Québec/Amérique, s'accroche à sa bonne étoile



RUDY LE COURS

Jacques Fortin ne le clamera certes pas sur les toits, mais il est plutôt heureux des succès de sa maison d'édition Québec/Amérique, devenue une entreprise familiale au rayonnement hors frontières.

Pourtant, l'homme de 62 ans mène une maison à la limite entre la petite et la moyenne entreprise, qui traverse une période de sa vie où des choix de gestion prennent des allures de dilemme.

Ne pas croître, c'est mourir à petit feu dans le merveilleux monde de l'économie de marché, mais croître c'est peut-être aussi sacrifier son âme, ce qui revient aussi à mourir pour une boîte de création.

« Il y a beaucoup d'irrational dans une maison d'édition. Il n'y a pas de choix calculé en littérature mais des risques », confie-t-il au début d'une longue entrevue où l'homme à la fois généreux de son temps, timide et rusé, ponctue l'expression de sa pensée de longs silences, de phrases inachevées lourdes de sous-entendus.

« Dans l'édition, on ne peut pas devenir gros car c'est un milieu de création. On a déjà été 120, mais on produit mieux aujourd'hui avec environ 75 personnes », explique-t-il, non sans préciser qu'il emploie désormais davantage de spécialistes en recherche et en rédaction, quitte à sous-traiter certaines opérations, commercialisation exceptée.

En France, déplore-t-il, les groupes sont tellement gros qu'on ne fait plus affaire avec des créateurs ou des éditeurs mais avec des gestionnaires qui adoptent le langage des banquiers. Il s'agit d'une allusion à peine voilée à Vivendi Universal où, par exemple, les groupes Larousse et Robert, se retrouvent au Québec supervisés par le même patron.

Dans le cours de l'entrevue, il ajoutera cette remarque plus sibylline qu'il n'y paraît, à première vue : « Je ne suis pas un calculateur, un planificateur. La passion manque de rationalité sur le plan des affaires. »

Curieux paradoxe qui le ramène tout droit dans le sillon des affaires puisque l'irrational conduit au risque. Et lorsque le pari est gagné, il y a croissance, même dans un milieu aussi restreint, voire étouffant que celui de l'édition au Québec.



PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse ©

Jacques Fortin, 62 ans, mène une maison où des choix de gestion prennent des allures de dilemme.

Dans les huit chiffres

Vingt-sept ans après sa création, Québec/Amérique (QA) réalise un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions. Sur ce chapitre, la loquacité didactique de M. Fortin cède le pas au silence mesuré ou à la digression tactique. Il confiera tout juste et non sans prudence ambitionner une croissance de 10 % par année. « On a des projets en chantier pour les cinq prochaines années avec les différentes versions du *Visuel*. »

Le *Nouveau Dictionnaire Visuel*, dont c'est la troisième édition, vient de sortir des presses. Sa version britannique sera distribuée par Oxford et présentée à la foire du livre de Francfort, le mois prochain. Il y a contrat en poche avec une maison française pour la distri-

bution hexagonale, d'autres sur le point de l'être pour les marchés italien et américain.

Dans ce processus, QA garde jalousement ses droits. « On crée des idées, on développe le produit et on cherche deux partenaires pour couvrir nos frais, explique-t-il. Après, j'ai tous les droits pour conclure des ententes. »

L'aventure du *Visuel* a été racontée maintes fois. Résumons-la. Après le succès retentissant du roman d'Yves Beauchemin *Le Matou*, au début des années quatre-vingt, Jacques Fortin a suffisamment d'argent pour en consacrer au développement. Ancien représentant de Larousse et de Nathan, il caresse l'idée d'un dictionnaire axé sur l'image. Avec Jean-Claude Corbeil, il développera un concept qui aboutira en 1986 à la première ver-

sion monochrome du *Visuel* qui ouvrira à Québec/Amérique les portes des grandes maisons d'édition du monde.

En 1992, la deuxième édition est marquée du sceau de l'imagerie de synthèse grâce à l'entrée dans la maison de son fils François qui aura tôt fait de développer une banque d'images devenue aujourd'hui le plus grand potentiel de commercialisation de la maison.

En plus, il met au point un logiciel d'éditique qui permet de tirer le meilleur parti possible de l'imagerie de synthèse, de ses facilités de mise en page et de traduction.

Ainsi, il est possible de réduire, grossir, coloriser à souhaits une carte, une machine, une plante ou un lieu de rassemblement telles une salle de spectacle ou une mosquée.

Cela permet au gré du marché de produire tantôt des fascicules spécialisés pour de grands quotidiens comme la chose s'est faite en Espagne et au Pérou, créer des versions jeunesse d'encyclopédies en remplissant les normes de qualité textuelles et d'illustration élevées de Britannica ou encore de vendre à la pièce des droits d'utilisation restreinte de certaines images, comme Québec Amérique International (QAI) l'a faite avec Corbis, une filiale personnelle de Bill Gates.

Il y a mieux cependant. QAI caresse le projet d'abonner des institutions à l'utilisation d'un lot défini d'images. Ainsi, des écoles, des bibliothèques pourraient la rendre disponible à leurs clientèles respectives. QAI tirerait des revenus de l'opération qui, si elle faisait florès, lui assurerait une rente régulière, une carence répandue dans les maisons d'édition.

Le développement de la deuxième édition du *Visuel* a exigé des investissements de quatre millions, compte tenu de l'équipement informatique qu'il a fallu se procurer et développer. Il aura fallu plusieurs années pour récupérer la mise. La troisième édition a besoin d'un tirage de 250 000 exemplaires pour franchir le seuil de rentabilité.

Création du holding familial

Les succès du *Visuel* ont rendu nécessaire la restructuration de

l'entreprise. Surtout après que quelques gros joueurs se fussent montrés intéressés à acheter, qui le concept du *Visuel*, qui la banque de données. De gros joueurs comme la famille Hearst à qui M. Fortin a dit poliment non.

QA s'est développée en tant qu'éditeur littéraire très présent dans le milieu des lettres québécoises qui lui fournit bon an mal quelques beaux succès de librairie.

Or, avec le *Visuel* et sa banque d'images de synthèse, QA n'est plus seulement éditeur. La maison devient auteur à part entière et négocie ses droits. Il devient impératif de distinguer son rôle strict d'éditeur vis-à-vis de ses auteurs de son double chapeau d'auteur-éditeur avec le *Visuel*.

Vient alors la création de Groupe Québec/Amérique, détenu à part entière par la cellule familiale. Cette entité coiffe les Éditions Québec/Amérique qui compte deux filiales exclusives :

> Québec/Amérique Éditions, qui couvre le Québec en littérature générale (romans, essais, biographies), livres jeunesse et de références. Elle est dirigée par Luc Roberge ;

> Québec/Amérique International (QAI), qui développe le *Visuel* et ses dérivés en format papier. QAI possède elle aussi une filiale QA Digital, dont la banque virtuelle de données de plus de 10 000 images représente le fonds. Elle développe aussi pour la jeunesse des produits multimédias sous la direction de Caroline Fortin. QAI a pour directeur général son frère François.

On le voit, François et Caroline jouent un rôle prépondérant dans l'entreprise familiale. Reste que c'est le père qui reste à la barre, toujours animé par cette vision multidimensionnelle que le sextant, mieux que n'importe quel autre objet, illustre le mieux. C'est une tête chercheuse qui ne s'oriente qu'à l'alphabet des étoiles, lit-on dans la brochure de présentation de la maison.

Espérons, pour Jacques Fortin qu'il saura le guider dans l'étroit chenal dans lequel il engage sa maison en voulant à la fois la faire croître et la garder petite...

Rudy Le Cours

Soutenir les auteurs

RUDY LE COURS

SANS LES AUTEURS qu'elle publie, Québec Amérique ne serait jamais devenue la maison d'édition québécoise qui se distingue le plus dans l'arène de l'écrit.

« Mes auteurs, je les adore tous », lance son président Jacques Fortin.

Cela signifie avant tout, dit-il, qu'il les traite sur le même pied, qu'il ne crée pas d'attaches contractuelles par des clauses de préférence dans les contrats qui scellent leur association à sa maison d'édition. Des contrats, souligne-t-il, conformes à ce qu'exige l'Union des écrivains.

Il n'y aura pas de privilège non plus, comme l'a illustré le départ d'Yves Beauchemin, parti chez Fides pour son prochain roman.

D'autres écrivains avant l'auteur du *Matou* sont passés chez QA avant de tenter bonne fortune ailleurs tels les Arlette Cousture, Louis Hamelin, Christian Mistrail, Paul Ohl ou Monique Proulx.

Si maints éditeurs auraient pâti pour bien moins, ce n'est pas le cas de Jacques Fortin qui compte désormais sur d'autres auteurs à succès tels Stéphane Bourguignon, Dominique Demers, ou Micheline Lachance, sans compter quelques incontournables des belles lettres comme Nicole Brossard.

La maison d'édition est née quand Jacques Fortin, alors chez Nathan, n'a pu faire accepter un projet de li-

vre scolaire d'André Paré et de Denise Bourneuf portant sur la pédagogie de la lecture. Il décide alors de le publier lui-même et obtient un succès de vente certain pour ce type d'ouvrages dont il vend même les droits en France.

« Peu après, les manuscrits refusés par d'autres éditeurs ont commencé à arriver », raconte-t-il.

Jacques Fortin ne produira pas pourtant d'autres ouvrages du même type, chose qu'il explique par le flottement qui caractérise une maison d'édition naissante. « Ça prend du temps pour raffiner ses choix, animer une politique éditoriale. »

Québec Amérique tâte un peu de tout à ses débuts : traductions, dossiers, essais et fiction. Les succès seront vite au rendez-vous avec des ouvrages comme *Le Pouvoir connais pas* de Lise Payette ou *Vivre avec les hommes* de Lysiane Gagnon, des romans comme *Le Matou* bien sûr mais aussi *Les masques* de Gilbert LaRocque. Puis, il y aura les grands coups comme *Attendez que je me rappelle* de René Lévesque, le *MultiDictionnaire* de Marie-Éva de Villers ou *Les Filles de Caleb* d'Arlette Cousture.

Aujourd'hui, le tome 2 de la biographie de Jacques Parizeau de Pierre Duchesne se vend bien. Et le nouveau Bourguignon devrait faire un carton.

Après 27 ans, Québec Amérique entretient toujours des rapports personnalisés avec les auteurs.

but de sa séance mercredi une cérémonie en leur souvenir. Wall Street ne sera pas en reste, on s'en doute et la fameuse cloche qui marque le début des transactions de la séance de la Bourse de New York aura des résonances de glas.

Dans cette veine, comment parler de scandales financiers, de gredins cravatés, voire même seulement d'économie anémique, de marchés boursiers qui impatientent même les plus avertis.

Et pourtant ! Dès le lendemain des commémorations, le jeudi 12, le sublime Alan Greenspan prononcera un discours attendu

où il parviendra à convaincre les plus optimistes et les plus pessimistes que leur état d'esprit est justifié en voyant des signes de vigueur, mais en n'écartant pas toute nouvelle baisse des taux.

De ce côté-ci de la frontière, on aura raison dès mardi de se ranger dans la première catégorie, si le consensus des économistes se matérialise.

Ils voient la mise en chantier de 200 000 unités en août, ce qui confirme la vitalité de cette industrie responsable d'une grande partie de la création d'emplois depuis le début de l'année.

Sur le plan financier, mardi sera une journée exceptionnellement active en septembre avec les assemblées de Groupe Jean-Coutu, de Tecsys et de Sobey.

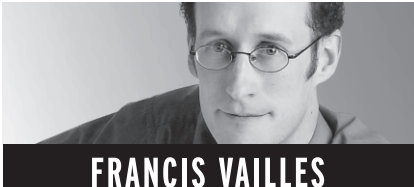
Le groupe de supermarchés originaire de Nouvelle-Écosse a eu bien du mal à imposer sa marque dans l'est du Québec et doit de plus en plus compter sur IGA pour conserver sa part de marché.

Pour le reste, c'est un peu comme le temps semble-t-il, le beau fixe.

AFFAIRES

DÉPENSES PERSONNELLES

L'acquisition d'un triplex est rentable à condition d'y habiter



Vous cherchez à vous procurer un triplex parce que cet investissement vous offrira un rendement intéressant ? Vous zeyutez l'immobilier, après une aventure éprouvante sur les marchés boursiers ? Méfiez-vous, l'immobilier n'est pas toujours un véhicule très rentable, disent les experts, surtout avec les forts prix qui ont cours actuellement.

Certes, l'acquisition d'un duplex ou d'un triplex est généralement préférable à l'achat d'une maison unifamiliale, du point de vue financier, mais le rendement attendu ne pourrait être guère plus élevé que celui d'un certificat de dépôt.

Aussi, faut-il éviter d'acquérir un triplex à moins d'y élire domicile. Et pour s'enrichir avec des immeubles plus imposants (6 logements et plus), il faut bien aiguïser son crayon, être sélectif et... avoir du temps à y consacrer.

Voilà ce qu'en pensent Louise Roy, agente immobilier du courtier Optimum, François Des Rosiers, professeur de gestion immobilière de l'Université Laval, et Philippe Bissonnette, directeur du bureau montréalais de la CORPIQ.

« Dans le cas des duplex et triplex, les gens achètent généralement pour y loger et paient plus cher pour le rez-de-chaussée que le prix qui en ferait un investissement rentable », explique M. Des Rosiers.

Il faut dire que la partie habitée par les propriétaires n'est pas assujettie à l'impôt sur le gain en capital, comme c'est le cas de toutes les résidences principales au Canada. Cette non-imposition n'explique cependant qu'en partie le plus faible rendement des triplex.

Les revenus ?

Le multiplicateur de revenus bruts (MRB) est un bon outil de départ pour évaluer si un plex est offert à un prix intéressant.

Le MRB est le rapport entre le prix de l'immeuble et ses revenus bruts. Lorsque le prix de l'immeuble excède 7 fois ses revenus bruts, il est généralement peu rentable, compte tenu des risques associés à l'immobilier, à moins que les perspectives d'augmentation de loyers soient très bonnes.

Prenons l'exemple d'un triplex de la rue Fabre, dans le quartier Villeray, à Montréal, vendu récemment 210 000 \$ (voir tableau). En plus du rez-de-chaussée, l'immeuble compte trois appartements trois-et-demie qui rapportent entre 330 et 360 \$ par mois. En fixant le loyer du rez-de-chaussée à 725 \$ par mois, les revenus bruts de l'immeuble totalisent 1765 \$ par mois, ou 21 180 \$ par année.

Le prix d'acquisition de l'immeuble lui donne une valeur de 9,9 fois les revenus bruts, ce qui est cher. En comparaison, une autre transaction récente accorde une valeur de 7,9 fois les revenus bruts à l'immeuble (un six logements dans le quartier Rosemont). Louise Roy, l'agente qui représentait l'acheteur, a conseillé l'achat du sixplex même

si le multiple excédait 7 fois, puisque les loyers y sont bas actuellement et sont appelés à augmenter avec les déménagements éventuels.

« L'immobilier à revenus demeure un bon investissement, mais il faut être extrêmement prudent et ne pas acheter en fonction de la plus-value. L'immeuble doit être rentable immédiatement », dit M^{me} Roy.

Selon l'agente, certains acheteurs, enivrés par les fortes hausses de prix des dernières années, achètent des immeubles à revenus qui ne procurent aucun bénéfice annuel (revenus moins dépenses = 0). Autrement dit, ils s'en remettent à la seule augmentation de la valeur pour faire un gain, à la revente.

Son de cloche semblable de Philippe Bissonnette, directeur du bureau montréalais de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ). « C'est la folie depuis six mois, dit-il. Il reste encore quelques bons bâtiments dans le marché actuel, mais il ne faut pas acheter n'importe quoi. Et il faut se garder de l'argent pour rénover l'immeuble (planchers, peinture, etc.) ».

Le multiplicateur de revenus bruts est un bon outil de départ, mais le calcul du rendement net de l'encaisse est une méthode essentielle, tout en restant simple, pour prendre une décision d'achat. Ce rendement s'obtient en divisant l'encaisse nette que procure l'immeuble par la mise de fonds.

L'encaisse est établie en soustrayant des revenus bruts (loyers) l'ensemble des dépenses encourues par la propriété, qu'il s'agisse des taxes municipales, des assurances, des remboursements hypothécaires ou des réparations, par exemple.

Louise Roy recommande de prévoir un montant d'entretien et de réparation d'environ 350 \$ par logement pour les immeubles relativement récents et de 400 à 500 \$ pour les plus vieux.

Autre poste à ne pas oublier : les mauvaises créances. Bon an, mal an, il y a certains locataires qui ne sont pas en mesure d'acquitter leur loyer. En outre, le départ de certains entraînent momentanément l'inoccupation du logement, ce qui vient diminuer les revenus bruts attendus.

En cette période de faible inoccupation, M^{me} Roy recommande de réduire les revenus bruts de 3 % pour l'inoccupation et les mauvaises créances. Ce taux peut être plus élevé dans certains quartiers ou pour des immeubles qui comptent un plus grand nombre de petits logements (trois-et-demie et moins).

Les petits logements changent davantage de locataires que les plus grands, où vivent des familles, par exemple.

Nos deux récentes transactions offrent des rendements nets passablement différents. Dans le cas du triplex, le rendement de l'encaisse est de 4,3 %, soit guère mieux qu'un certificat de dépôt, tandis que dans le cas du sixplex, le rendement est de 8,5 %.

Pour être intéressant, le triplex doit donc être habité par l'investisseur. Dans ce cas, le proprio n'accorde pas autant d'importance au rendement. Il considère que les loyers du haut servent à rembourser le prêt hypothécaire ou à réduire son propre loyer.

Et si l'immeuble est bien entretenu, l'investisseur se retrouve avec une belle propriété entièrement payée 20 à 25 ans plus tard qui procure toujours des revenus. Et avec un peu de chance, la valeur de l'immeuble pourrait avoir augmenté plus rapidement que l'inflation.

Comme un bébé

Cela dit, les experts consultés rappellent que l'investissement immobilier requiert passablement de temps et... de doigté, surtout pour les immeubles plus imposants (plus de 8 logements).

« Il faut être disponible pour les imprévus. Un immeuble, c'est un engagement 24 heures sur 24 », dit M. Bissonnette, qui conseille de se constituer un bon réseau de fournisseurs (plombier, électricien, peintre, etc.)

Le directeur de la CORPIQ parle certes de bris soudain, comme ceux qui provoquent des dégâts d'eau, mais également de la relation avec les locataires. « Collecter les loyers, ce n'est pas toujours évident. Il faut bien choisir ses locataires », dit-il.

M. Bissonnette se rappelle, par exemple, de la fois où il a dû composer avec l'un de ses locataires qui lançait par la fenêtre des objets sur les gens dans la rue... un cas de psychiatrie.

En somme, investir dans l'immobilier est plus engageant que de placer son argent dans des fonds communs. Il reste à souhaiter bonne chance à ceux qui s'y risquent.

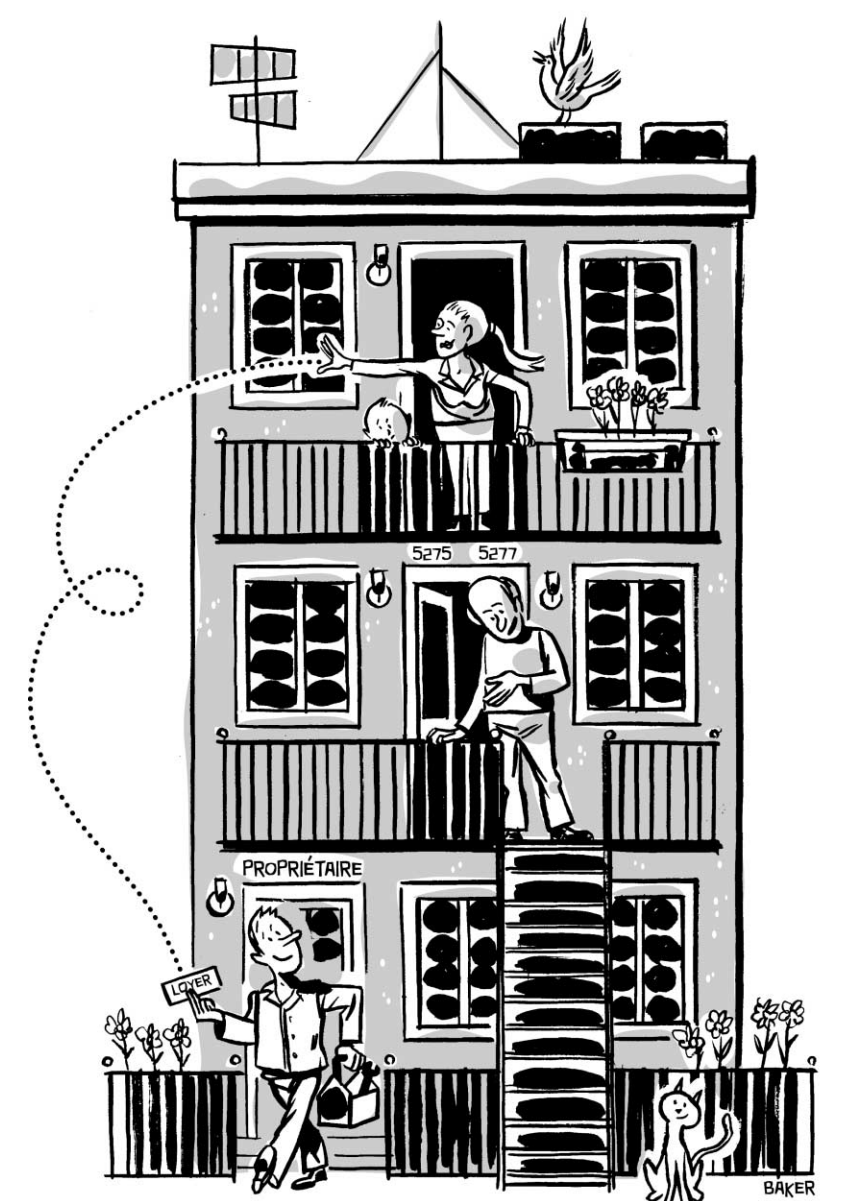


Illustration : ANTHONY BAKER, collaboration spéciale

Deux transactions récentes à Montréal



TRIPLEX DANS VILLERAY (RUE FABRE)¹



SIXPLEX DANS ROSEMONT (RUE VIAU)

> PARAMÈTRES DE LA TRANSACTION		
A	Prix d'achat	210 000 \$
B	Prix d'achat par logement	52 500 \$
C	Multiplicateur de revenus bruts (A/F)	9,9
D	Mise de fonds (25%)	52 500 \$
E	Emprunt hypothécaire (75%)	157 500 \$
> REVENUS, DÉPENSES ET RENDEMENT		
F	Revenus bruts annuels	21 180 \$
G	Inoccupation et mauvaises créances	635 \$
H	Taxes municipales, scolaires et autres	3 224 \$
I	Assurances	800 \$
J	Entretien et réparation	1 600 \$
K	Électricité (aires communes) ²	n.a.
L	Concierge ²	n.a.
M	Revenus nets (F moins G, H, I, J, K et L)	14 921 \$
N	Remboursement hypothécaire	12 660 \$
O	Encaisse nette annuelle (M - N)	2 261 \$
P	Rendement de l'encaisse ((O/D) X 100)	4,3%

- 1 Le triplex compte en fait quatre logements, avec le bachelor.
- 2 Les postes de dépenses électricité pour les aires communes et concierge ne sont pas nécessaires dans le cas du triplex.

Source : Louise Roy, agente du courtier immobilier Optimum

Le prix des plex a bondi de 45 000 \$ depuis 1996

FRANCIS VAILLES

LE PRIX DES IMMEUBLES résidentiels de 2 à 5 logements a bondi de 34 % depuis le creux du cycle immobilier, en 1996. Et c'est en 2002 que la hausse est la plus forte de la décennie, soit quelque 8 %.

Dans la région de Montréal, le prix moyen des duplex, triplex et autres plex vendus de 5 logements ou moins est de 176 000 \$ dans la région de Montréal en 2002, comparativement à 131 512 \$ en 1996. Il s'agit d'un bond de 34 % en six ans, ou 44 500 \$. Les chiffres viennent de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Cette forte hausse de la valeur des petits immeubles à revenus est attribuable à divers facteurs. La forte création d'emplois depuis quelques années a eu pour effet d'augmenter la formation de ménages, ce qui a rempli les logements inoccupés.

Aujourd'hui, la proportion de logements libres est de moins de 1 %, comparativement à 5,9 % il y a cinq ans. Cette chute des taux d'inoccupation, conjuguée aux faibles taux hypothécaires, a augmenté l'attrait des immeubles multirésidentiels.

François Des Rosiers, professeur de gestion immobilière à l'Université Laval, soutient que la popularité de l'immobilier multirésidentiel s'explique également par la démographie.

Actuellement, ce sont les enfants des baby-boomers qui commencent à occuper les logements. Cette tendance se poursuivra jusqu'à la fin de la décennie, selon lui, tendance qui devrait faire augmenter les loyers et la valeur des immeubles.

De son côté, la SCHL s'attend à une augmentation des prix moyens des plex dans la région de Montréal en 2003, de l'ordre de 5 %. L'organisme gouvernemental ne s'aventure pas au-delà de 2003.

Portrait du marché des plex (2 à 5 logements) Grand Montréal

	TAUX D'INOCUPATION ¹	LOYER MOYEN ¹	TAUX HYPOTHÉCAIRES 5 ANS ²	PRIX MOYEN ³	HAUSSE DES PRIX ³
2002	n.d.	n.d.	6,8%	176 000\$	8,0%
2001	0,6%	529\$	7,4%	163 078\$	6,0%
2000	1,5%	509\$	8,2%	153 776\$	3,7%
1999	3,0%	506\$	7,4%	148 243\$	5,6%
1998	4,7%	499\$	6,9%	140 447\$	1,8%
1997	5,9%	491\$	7,1%	138 025\$	5,0%
1996	5,7%	491\$	7,9%	131 512\$	-1,3%

- 1 Pour les colonnes marquées de cet indice, il s'agit de données pour l'ensemble des marchés et non seulement pour celui des plex (2 à 5 logements).
- 2 Le taux hypothécaire de 2002 est celui de la fin d'août. Pour les autres années, il s'agit des taux annuel moyens.
- 3 Pour le prix des plex en 2002, il s'agit d'une estimation basée sur la tendance observée au premier trimestre.

Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The Washington Post

The New York Times

THE SUNDAY TIMES

Herald Tribune

« On » gagne en Irak : « on » fait quoi de l'Irak ensuite ?

Certains jugent plus difficile de « reconstruire » l'Irak que le Japon d'après 1945

Les diplomates de carrière et les observateurs patentés de cette planète sont sur le bout de leur siège. Les mains moites, le coeur battant en accéléré, ils tentent d'imaginer ce que leur annoncera jeudi de cette semaine le président des États-Unis, qui, au lendemain de l'anniversaire que l'on sait, prendra la parole devant l'assemblée générale des Nations unies. L'entourage de George W. Bush donne à entendre depuis plusieurs jours que le chef y racontera des choses troublantes relatives à l'Irak. Des révélations qui pourraient bien renforcer « l'urgence » de débusquer Saddam Hussein, accentuant la pression qu'exerce un entourage présidentiel en faveur d'une intervention militaire en Irak. Ce qui n'empêche pas les analystes entre-temps de poursuivre leurs petits travaux ménagers : essayer de voir, entre autres, de quelle situation hériteraient les États-Unis en Irak même, advenant une victoire militaire assez rapide.

Cet aspect du problème irakien qui confronte les Américains arrive mal à défrayer les manchettes, l'opinion étant plutôt sensibilisée à d'autres facettes de pareille opération : ses coûts en vies humaines, son impact sur l'économie, ses énormes perturbations sur le Moyen-Orient, ses effets sur le conflit israélo-palestinien, sur le commerce mondial du pétrole et sur le coût à la pompe en bout de ligne.

Lendemains de bataille

Bon ! Les troupes américaines débarquent en Irak et gagnent. Que font les États-Unis ensuite ? Dans la chronique mensuelle qu'il publie dans le *Washington Post*, Robert Kagan, de la Carnegie Endowment for International Peace, rappelle un trait fondamental de l'approche de George W. Bush face à ces situations.

Dès la campagne présidentielle de 2000 déjà, le candidat Bush ridiculisait la notion de « reconstruction » (*nation-building*) ou de « maintien de la paix », une fois une guerre gagnée, rappelle M. Kagan.

Justement, sous M. Bush, le Pentagone brûle d'envie de quitter la Bosnie. Même l'idée de reconstruire l'Afghanistan agace profondément la Maison-Blanche. M. Bush, dit l'auteur, souscrit à la vision de M. Truman : « Il n'appartient pas à une superpuissance d'aller laver les fenêtres. »

M. Kagan voit mal comment l'actuelle administration en viendrait, dans le cas de l'Irak, à se départir de ce réflexe qui lui colle aux tripes. Advenant la victoire militaire en Irak, les États-Unis pourraient



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, La Presse

bien vouloir quitter le pays assez rapidement, laissant les Nations unies et l'Europe s'embourber dans cette fange. L'auteur est d'avis qu'il s'agit là de la plus grande hantise des Européens à propos d'une attaque militaire américaine contre l'Irak : avoir ensuite à ramasser les pots cassés.

Tradition de « reconstruction »

Historiquement pourtant, les États-Unis ont réussi (et tiré bénéfice en bout de ligne) de grandes opérations de reconstruction nationale, en Allemagne et au Japon par exemple, depuis la dernière guerre mondiale. M. Kagan croit que les États-Unis devront rester longtemps en Irak, d'autant plus que l'ensemble de la région aura été mis à mal.

Un autre spécialiste, James Webb, qui fut notamment secrétaire adjoint à la Défense sous Ronald Reagan, s'intéresse aussi à la « reconstruction » de l'Irak : « Qui veut occuper l'Irak pendant 30 ans ? » titre-t-il un article publié dans le *Washington Post*. Si les Américains envahissent l'Irak et détrônent Saddam, ils seront piégés pour y rester, devant compter avec un problème nouveau interloqueur.

L'Irak n'est pas le Japon

M. Webb aussi est frappé par

l'expérience de reconstruction au Japon. Les troupes d'occupation ne se sont pas installées au Japon avant que l'empereur ne se soit formellement rendu et n'ait préparé les esprits à l'arrivée des Américains. Et une fois que le général Douglas MacArthur fut entré dans le pays, il n'a pas détruit le gouvernement, s'efforçant plutôt de lui communiquer des consignes et de préserver l'intégrité de la famille impériale. L'empereur a convaincu son peuple de composer avec MacArthur et ses hommes. Rien de tel, dit-il, n'est envisageable en Irak, pays déchiré par des rivalités ethniques et où diverses factions ne manqueront pas de montrer les Américains comme des « infidèles » qui ont envahi le berceau de l'islam. Au Japon, 50 000 Américains des forces d'occupation sont devenus en quelque sorte des « amis » ; en Irak, 50 000 Américains en occupation deviendraient rapidement des « cibles terroristes ».

En Irak, ajoute le commentateur Thomas L. Friedman, du *New York Times*, il se pourrait bien que le dernier leader qui ait cru à la règle du droit ait été Hammourabi, qui fut roi de Babylone 18 siècles avant Jésus-Christ. L'histoire contemporaine de l'Irak n'est qu'un sinistre film où se succèdent intrigues, assassinats et coups d'État.

Quand on parle de « construc-

tion » en Irak, cela veut dire partir de zéro. L'après-Saddam pourrait bien signifier un vide politique qui conduira Kurdes, Sunnites et Chiites à s'entretenir pour occuper le pouvoir.

Savoir où on va

Ce n'est pas une raison, dit Friedman, pour ne pas de débarrasser de Saddam Hussein, mais il est important de savoir dans quoi on s'engage si on le fait. Les fans de Bush à cet égard paraissent plus portés à casser les choses qu'à les reconstruire. Reconstruire suppose une sorte d'optimisme frisant la naïveté ; les « Bushies » sont trop cyniques pour être de cette trempe. Dans le meilleur des cas, peut-être faut-il souhaiter l'avènement d'un dictateur éclairé qui mènerait tranquillement le pays vers la démocratie, sous l'oeil vigilant des Américains qui s'effaceraient progressivement.

Autrement, c'est George W. Bush qui sera contraint d'être l'homme fort de l'Irak, gouvernant lui-même la transition vers la démocratie et redistribuant les revenus du pétrole entre les diverses factions du pays.

Sans compter que tout ça peut se convertir en une sorte de Vietnam. Ce qui fait dire à un autre ancien conseiller de la Maison-Blanche, l'économiste militaire Robert A. Levine, dans l'*International Herald Tribune*, que le président Bush

pourrait bien finalement ne pas vouloir envahir militairement l'Irak, ayant en tête qu'il devra affronter son électorat dans deux ans. L'auteur croit que l'influent Karl Rove, qui reste le principal conseiller politique du président, est capable de le sensibiliser à cette dimension des choses. C'est qu'une guerre contre l'Irak, amorcée disons début 2003, pourrait bien ne pas être encore terminée pour le rendez-vous électoral de novembre 2004. Ce qui serait très embêtant.

Dans l'intervalle, le Pentagone déplace personnels et équipements, lentement mais régulièrement, en direction du Moyen-Orient, tout en envisageant renforcer son soutien financier au principal parti d'opposition en Irak, le Congrès national irakien, rapporte le *Sunday Times*, de Londres. Semblable programme avait déjà été mis en oeuvre, mais avait dû être interrompu pour cause d'irrégularités, les Américains se montrant particulièrement exigeants au chapitre de la comptabilité.

L'aide à l'opposition, la propagande par l'entremise des médias, autant d'initiatives non militaires qui paraissent avoir occupé jusqu'ici bien peu de place dans la lutte contre Saddam Hussein, par rapport à tout ce qui est proféré comme menace militaire.

Pourtant, dit l'analyste James Webb, la plus grande victoire militaire contemporaine que furent la dissolution du bloc soviétique et l'écartement de la menace nucléaire qu'il incarnait, aura pris forme sans invasion armée, mais grâce à de patientes manoeuvres de grande envergure, de tous ordres, dans le temps et dans l'espace.

Et les meilleurs leaders des forces armées savent, ajoute M. Webb, que l'histoire leur est redevable non seulement des victoires militaires sur le terrain, mais aussi des guerres qu'ils ont réussi à éviter.

Zbigniew Brzezinski, qui fut conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, est profondément choqué, lui, du ton général sur lequel se déroule le débat antiterroriste en général, ses accents militaristes, mais aussi cryptoreligieux, en référence à « l'axe du mal », cher au président Bush.

Qu'il y ait haine des États-Unis ici et là dans le monde, écrit-il dans l'*International Herald Tribune*, cela nous convie à une analyse historique en profondeur des causes de ce sentiment plutôt qu'aux éclats de voix superficiels qui ne mènent nulle part, si ce n'est qu'ils sont susceptibles d'attiser la haine.

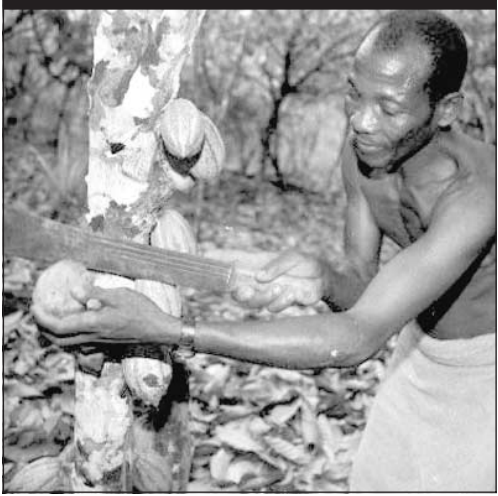
Une victoire contre le terrorisme, dit-il, ne fera jamais l'objet d'une signature officielle de capitulation entre vainqueur et vaincu.



THE SUNDAY TIMES

On agresse

LES CAMÉRAS policières capables de déceler les infractions au code de la route en Grande-Bretagne battent des records d'année en année. Cette année, elles auront permis de distribuer pour la première fois plus d'un million de contraventions, croit savoir le *Sunday Times*, de Londres. Cette année, les revenus de ces contraventions se seront accrus de quelque 125 millions de dollars CAN... ce qui permettra d'acheter d'autres caméras. Déjà 31 des 43 corps de police britanniques souscrivent au programme gouvernemental « cash-for-camera » et on croit savoir que les autres suivront sous peu. Un total de 4500 caméras présentement détectent les fauteurs de désordre routier. Les automobilistes en général sont furieux, invoquant que ces caméras constituent des vaches à lait qui n'ont pas grand-chose à voir avec la sécurité routière. Des militants ont même entrepris de saboter ces appareils, qui coûtent plus de 40 000 \$. Un commando a réussi à neutraliser 29 caméras sur une portion de route de 27 milles récemment dans le nord de Londres. Ce n'est pas de nature à impressionner le gouvernement Labour qui, entre-temps, vient d'annoncer un programme record d'expansion du réseau routier, pendant que le petit pays (géographiquement) croule sous le poids de l'automobile.



THE WALL STREET JOURNAL

Robustesse

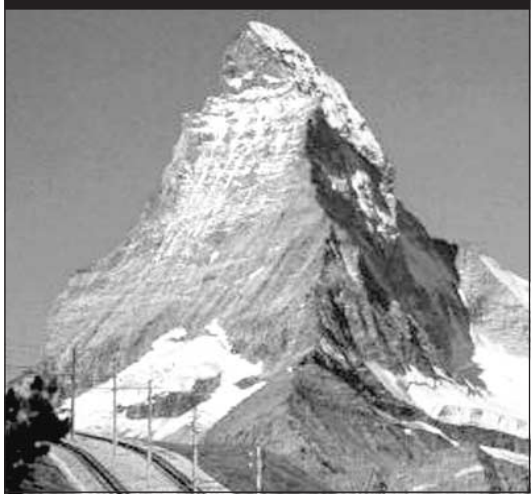
PENDANT QUE le Canada, au grand dam des États-Unis, est tenté de libéraliser la consommation de marijuana, les Américains poursuivent de diverses manières leur combat contre la production de cocaïne émanant d'Amérique du Sud. Dernière trouvaille : la mise au point d'un super-cacaoyer, pouvant remplacer le coca, dont est extrait la cocaïne. Des scientifiques travaillent d'arrache-pied en laboratoire et dans les Andes pour produire cette plante miracle qui pourrait faire vivre les paysans plutôt que la cocaïne, indique le *Wall Street Journal*. Le projet, soutenu financièrement par le département de l'Agriculture des États-Unis, est appuyé et financé par l'Association (américaine) des manufacturiers de chocolat. Des expériences sont en cours en Floride sur ces cacaoyers géants, capables de résister aux maladies, avant que des tests ne soient autorisés au Costa Rica, au Brésil, en Bolivie et en Équateur. Au mieux cependant, il faudra attendre 2010 avant que ces cacaoyers ne deviennent productifs, dit un généticien responsable du programme. Voilà un programme qui déplaira aux Africains, la Côte d'Ivoire étant le premier producteur au monde avec 1 235 000 de tonnes de cacao par année, suivie du Ghana avec 435 000 tonnes. Et les prix du cacao demeurent désespérément bas.



The New York Times

On régresse

FORD a déjà investi 123 millions de dollars US dans le projet Think, une petite voiture fonctionnant à l'électricité, mais l'abandonne, au profit de formules hybrides. Et ce en dépit d'une loi californienne obligeant les constructeurs d'automobiles à offrir 100 000 voitures électriques ou à émissions polluantes faibles à compter de 2003. Dans l'intervalle, General Motors conteste en cour le programme de l'État. Ford explique que la demande pour la Think est trop faible, l'auto étant trop petite et d'une autonomie énergétique trop courte. Ford a créé le programme Think en acquérant Pivo Industries, de Norvège, pour 23 millions, ajoutant ensuite 100 millions pour créer un marché, notamment auprès des agences gouvernementales. Ford espérait vendre 5000 Think City par an, il n'en aura écoulé que 1000 en trois ans. Le patron de Ford, William C. Ford Jr, qui se décrit comme environnementaliste, se serait vu contraint d'obéir finalement aux lois du marché, explique un porte-parole, cité par le *New York Times*. La loi californienne contestée par GM impose aux manufacturiers que 10 % des véhicules vendus dans cet État soient à faibles émissions polluantes, et 2 % sans pollution du tout. Le Sierra Club dit comprendre la décision de Ford et suggère la voiture hybride comme substitut.



The New York Times

Richesse

CE QU'ELLE EST ordonnée, belle et riche, la Suisse. Riche ? Certainement. Encore que. Les Suisses voient tranquillement apparaître dans leur paysage social des pauvres qui sont de vrais Suisses, et non plus seulement des travailleurs étrangers. Une reporter du *New York Times* est allée voir : le chômage n'est pas vraiment en cause, n'accusant qu'un enviable 2,6 %. Mais depuis 10 ans, les plus mal payés de ce pays cher ont vu leurs revenus stagner ou décroître. « Les deux tiers des pauvres ici sont des gens qui travaillent », note Caritas, une oeuvre de bienfaisance catholique. Au bilan, 535 000 Suisses vivent dans des ménages dont le revenu n'arrive pas à répondre aux nécessités premières de la vie. Autre problème : la pression sociale. « Être pauvre en Suisse c'est honteux », dit la représentante d'une agence privée : les pauvres « se cachent et sont réfractaires à la quête ». La classe des pauvres est surtout faite de femmes divorcées, avec progéniture souvent. Dix pour cent des Suisses vivent sous le seuil de la pauvreté ; 18 % des femmes sont sous ce seuil. Et quand une travailleuse pauvre n'arrive pas dans son budget, elle doit, dans le canton relativement riche de Zurich par exemple, aller rencontrer un comité de citoyens local — ses voisins — qui épluchera sa vie pour savoir si elle a vraiment besoin d'aide. Le salaire minimum n'existe pas dans la riche Suisse.

Forum

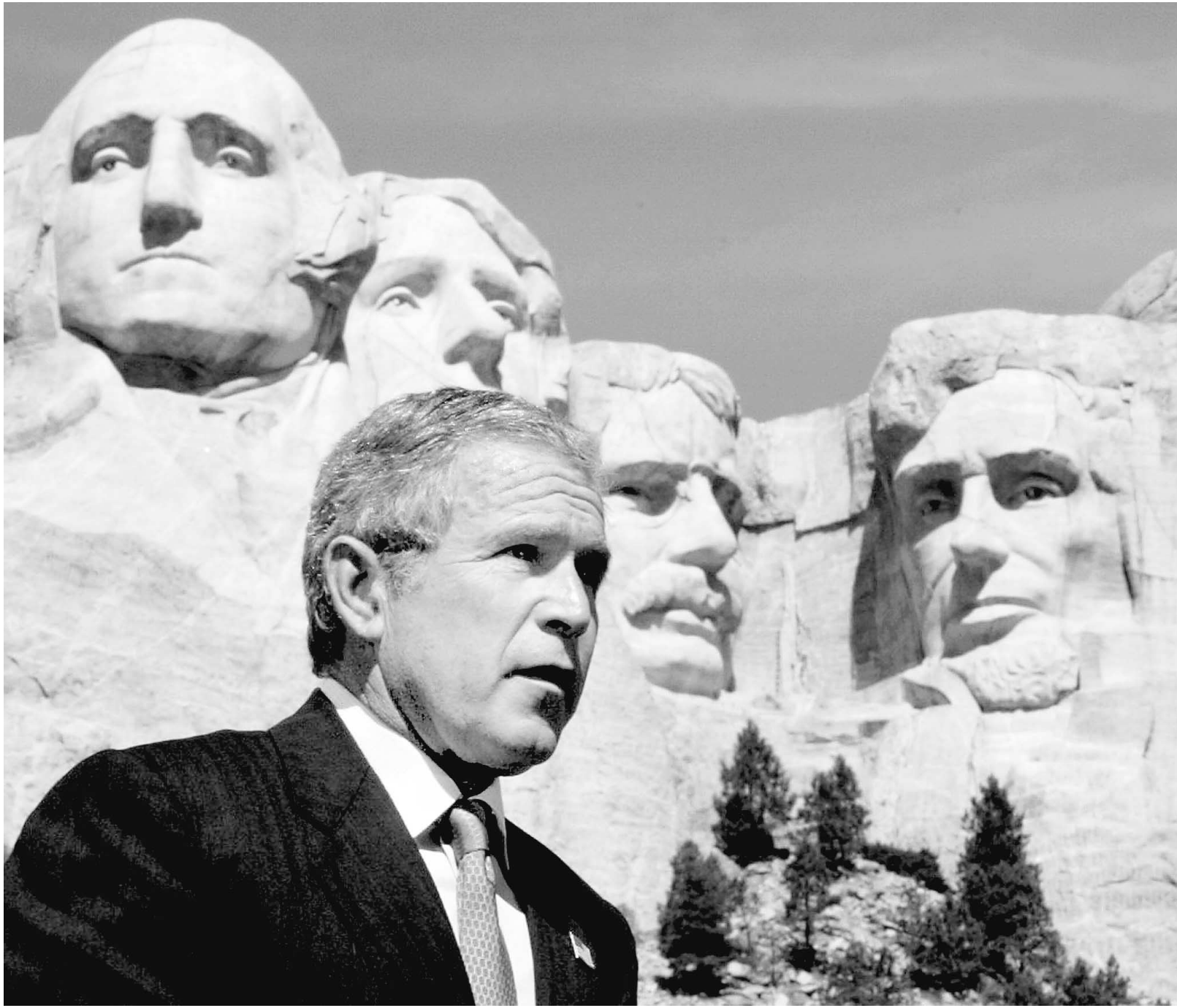


Photo Reuters

Historiquement, les faucons et les colombes se sont agités autour du président des États-Unis. Ci-haut, George W. Bush devant les sculptures géantes de quatre de ses prédécesseurs au mont Rushmore, dans le Dakota du Sud : George Washington, Thomas Jefferson, Teddy Roosevelt et Abraham Lincoln.

L'Amérique des faucons

Dans la foulée des événements du 11 septembre, les faucons auraient déjà lancé une attaque contre l'Irak si ce n'avait été du dérapage complet de la situation israélo-palestinienne

CHARLES-PHILIPPE DAVID

L'auteur est titulaire de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM (www.unites.uqam.ca/dandurand).

Nous présentons ici un extrait du 1^{er} chapitre du livre Repenser la sécurité — nouvelles menaces, nouvelles politiques, publié ces jours-ci dans la collection Points chauds chez Fides, dont il est coauteur.

SANS NUL DOUTE, pour les Américains, l'après-11 septembre consacre la fin de « la fin de l'histoire ». Cette thèse présomptueuse émise par Francis Fukuyama il y a 10 ans annonçait que la fin de la guerre froide consacrerait le début d'une période « ennuyeuse » des relations internationales. La mondialisation économique n'est apparemment pas la panacée, les idéologies radicales peuvent toujours constituer une grave menace, l'État doit encore se soucier de sa sécurité et la dynamique de la guerre n'est pas prête de s'estomper. La tentative unilatéraliste de l'administration Bush, affirmée avec vigueur en début de mandat, puis quelque peu tempérée par l'exigence minimale de multilatéralisme pour organiser les repréailles en Afghanistan, reprend toute sa vigueur depuis le printemps 2002.

« L'improvisateur », comme certains surnomment Bush, oriente la politique étrangère des États-Unis au gré des enjeux et de l'humeur de ses conseillers — si bien qu'il est difficile de juger exactement de l'engagement de l'Amérique sur la scène internationale. Tantôt active (en Irak), tantôt passive (au Proche-Orient), parfois multilatéraliste (reconstruction de l'Afghanistan), souvent unilatéraliste (retrait ou non-ratification de nombreux traités), la diplomatie américaine est marquée du sceau de la temporisation. Elle n'a pas de vision d'ensemble, hormis la promesse d'une lutte sans merci contre le terrorisme. En fin de compte, quelle sorte d'engagement international l'administration Bush désire-t-elle ?

L'Amérique des faucons est prête à en découdre avec les « États parias » qui encouragent le terrorisme. Les faucons sont, au sein de l'administration, très pesants et difficilement contenus par les colombes. Dans le premier camp : le vice-président Cheney, le secrétaire à la Défense Rumsfeld et son adjoint Wolfowitz. Isolé dans le second camp : le secrétaire d'État Powell... Entre les deux, et agissant comme tuteur du président encore ignorant des questions internationales, la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice. Tel le président Andrew Jackson, surnommé « couteau aiguisé », tant il agissait rapidement et de façon décisive, les jacksoniens de la Maison-Blanche de Bush n'aiment pas les finesses diplomatiques et s'enflamment pour la guerre.

Les faucons de Bush

Résolument interventionnistes, lorsque les intérêts vitaux de la nation américaine sont

en jeu, les jacksoniens aiment trouver des coupables (l'« axe du mal »). Ils sont appuyés largement par l'opinion publique, l'après-11 septembre semblant leur donner toute la latitude voulue pour mener une guerre totale aux pays de leur choix. Forts de leur succès en Afghanistan et le vent en poupe, les faucons de l'administration Bush auraient déjà lancé une attaque contre l'Irak si ce n'avait été du dérapage complet de la situation israélo-palestinienne au printemps 2002.

Les étapes ultérieures de la lutte antiterroriste reposent vraisemblablement sur l'interventionnisme militaire et les actions policières. Plusieurs opérations en cours sont menées conjointement avec des gouvernements, notamment en Ouzbékistan et au Kirghizstan (contre des mouvements intégristes), aux Philippines (contre le groupe Abou Sayyaf), en Géorgie (contre des islamistes dans la vallée du Pankisi), et au Yémen (dans les régions intérieures soupçonnées d'abriter des membres d'Al-Qaïda).

Le cas de l'Irak continue d'alimenter moult spéculations et jamais la volonté d'intervenir contre le régime de Saddam Hussein n'a été aussi grande à Washington depuis 1991. L'argument sans cesse répété par la Maison-Blanche, et pour lequel il est difficile de prendre parti, est la possession par Bagdad d'une quantité non négligeable d'armes biologiques et chimiques. La doctrine antiterroriste et son axiome de l'« axe du mal » offrent surtout d'excellents prétextes pour en finir avec un régime que les Américains ont appris à détester.

L'opposition des pays européens et arabes, celle également feutrée de Colin Powell, jumelées à la dégradation sérieuse du conflit israélo-palestinien, a pour le moment retardé la décision d'attaquer l'Irak. Plusieurs évoquent désormais l'horizon 2003, voire 2004 (peut-être en prévision de l'élection présidentielle), pour que les jacksoniens tentent une dernière fois de déloger Saddam Hussein. À moins, bien sûr, que ce dernier ne décide de devancer cet échéancier par une maladresse dont il aurait seul le secret.

Réflexe unilatéraliste

Le réflexe unilatéraliste demeure puissant dans la conduite de la politique étrangère américaine. Clinton avait réussi à le maîtriser mais son successeur l'a ravivé. « Les Américains disent : « nous sommes multilatéralistes quand nous le pouvons, et unilatéralistes quand nous le devons. » Je crois que c'est

l'inverse qui est vrai : les Américains sont multilatéralistes lorsque, vraiment, ils n'ont pas d'autre choix, comme dans la lutte antiterroriste. « Ne pas se laisser freiner par la frilosité des Européens » est une réflexion courante dans les cercles politiques à Washington, à tel point que l'unilatéralisme est considéré comme une contribution exemplaire à la sécurité.

Pour cette raison, certains spécialistes prévoient l'accroissement du rôle hégémonique des États-Unis dans les affaires du monde : internationalisation des politiques fédérales américaines (police, justice, renseignement, etc.), coalitions ponctuelles et augmentation de la présence militaire dans certains pays et certaines régions. Et ils concluent : « L'évolution la plus à craindre : une fois mise en mouvement, « l'Amérique » ne peut plus être stoppée. » Le danger d'un comportement impérial et arrogant, au lieu d'un engagement inclusif et tolérant envers les autres nations, est à redouter même si les leçons apprises de l'histoire indiquent l'inéptie de politiques allant à contre-courant du multilatéralisme.

CHARLES-PHILIPPE DAVID
et la Chaire Raoul-Dandurand

Repenser la sécurité

Nouvelles menaces,
nouvelles politiques



Points Chauds

FIDES | La Presse

Politique rassurante

« Parler doucement est aussi important que de manier un gros bâton », dirait Theodore Roosevelt ! La politique extérieure américaine doit ainsi se faire rassurante, s'atteler à rebâtir les États faibles, sauvegarder les coalitions et les alliances, soutenir les efforts de désarmement, consentir des ressources importantes pour la conduite de sa diplomatie (en augmentant le budget du département d'État par exemple), et opter au moins autant en faveur de l'internationalisme que de l'interventionnisme — des stratégies éprouvées par l'Amérique et qui ont connu du succès durant la guerre froide.

Il est encore trop tôt pour parler d'une « présidence impériale », et plutôt abusif de voir en Bush un « César américain », tant les évolutions de la politique américaine sont imprévisibles. Selon la suite des événements, il est bien possible que l'interventionnisme fasse place à une période d'attention qui permettrait de juger si la lutte antiterroriste procure les résultats escomptés. Il est tout aussi concevable que l'engagement de l'Amérique, sous ses formes les plus musclées, soit accentué si d'autres attentats dirigés contre elle devaient survenir.

■ ■ ■

Les implications pour le Canada des mutations de la politique de défense des États-Unis, notamment de leur volonté d'établir un « périmètre de sécurité » en Amérique du Nord, sont significatives. Il est difficile de s'imaginer que le Canada puisse éviter de glisser vers une forme d'Aléna militaire intégrée, ou du moins vers une harmonisation encore plus poussée des relations de défense nord-américaines. L'histoire nous a appris que Canadiens et Américains partagent la même géographie — surtout en matière de défense. Les changements que le gouvernement américain met en place affectent directement le Canada, non seulement sur le plan militaire mais également en ce qui concerne l'immigration et plus globalement l'identité canadienne. De nouvelles lois entrent en vigueur et des réorganisations sont en cours.

Pour la défense canadienne, les évolutions sont nombreuses. Premièrement, l'éventuelle sanctuarisation de tout le territoire nord-américain. Deuxièmement, la création par le Pentagone au 1^{er} octobre 2002 du commandement nordique (Northern Command) pour unifier les forces de défense du territoire, incluant le NORAD. Troisièmement, la présence temporaire des soldats canadiens aux côtés des soldats américains dans les combats sporadiques contre Al-Qaïda dans le sud et l'est de l'Afghanistan. Et, quatrièmement, la révision annoncée de la politique de défense du Canada ainsi que l'augmentation du budget militaire.

Ces changements sont de nature à engendrer des problèmes auxquels le gouvernement canadien devra songer, notamment sa capacité d'influence et son poids dans les nouvelles structures envisagées, le degré d'indépendance ou d'autonomie de sa politique étrangère, la réorganisation ou l'harmonisation de ses services (frontières, immigration, justice) pour les rendre compatibles avec les initiatives américaines, le développement de la défense antimissile, et l'interopérabilité entre les forces armées canadiennes et américaines. Plus fondamentalement, le Canada devra définir son rôle dans le nouveau monde de la sécurité : ne pouvant tout faire, il devra définir ses priorités, ce qui ne constitue pas un défi si nouveau, tant il est habitué à tergiverser depuis longtemps sur les ressources et les objectifs de sa défense.

Le Canada doit s'interroger sur l'avenir de sa souveraineté sur le plan de la sécurité. En signant de nouveaux accords, en plaçant les structures militaires canadiennes davantage encore sous « tutelle » américaine, le Canada s'engage résolument sur la voie de l'intégration. Il sera difficile, dans de telles conditions, de ne pas suivre automatiquement les politiques américaines en faveur de budgets de défense accrus, de la construction d'un bouclier antimissile, de déploiements conjoints des forces terrestres en situation de combat. Bien que les forces armées canadiennes aient un besoin pressant de ressources supplémentaires, encore faut-il d'abord définir les missions que l'on attend d'elles. La lutte antiterroriste offre au Canada une excellente occasion de reconsidérer ou de réaffirmer son rôle de « pacificateur » dans la sécurité internationale.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Le nouveau clergé

Voici le second de deux éditoriaux sur la renaissance de l'antiaméricanisme, ici et dans le monde.



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

La haine anti-américaine possède un ancrage profond dans l'Histoire, deux choses étant de ce point de vue remarquables.

Un : son intensité conjoncturelle est totalement indépendante des faits. Par exemple, cette haine était grande à l'époque de la guerre du Vietnam, ce qui se conçoit aisément. Mais c'est en mai 1944, un mois avant le débarquement qui allait mener à la mort 250 000 *yankees* en terre européenne, que Hubert Beuve-Méry, futur fondateur du *Monde*, déclare : « Les Américains constituent un véritable danger pour la France ! » Et la vague actuelle de détestation, plus hargneuse encore, déferle dans le sillage d'un... massacre massif de civils américains.

Deux : cette haine transcende les clivages politiques. Historiquement, elle est née du côté de la droite et de l'extrême droite : le clergé au Québec, le milieu de la finance au Canada anglais, les mouvances plus ou moins fascistes en Europe. Mais, sans cesser de nourrir l'extrême droite, cette haine a traversé le spectre politique.

Ainsi, le premier pamphlet anti-américain paru au Québec, *Notre américanisation*, oeuvre d'un collectif associé à la droite cléricale, présente évidemment les États-Unis comme le principal danger pour la civilisation. Or, il a été publié en 1937, au moment où l'Allemagne nazie prépare notoirement la guerre et l'Holocauste ! L'argumentation qu'on y trouve est intégralement reprise à gauche, 65 ans plus tard : dans l'ouvrage-vedette de la saison au Québec, *Le Livre noir des États-*

Unis, Peter Scowen, tout comme les curés de *Notre américanisation*, fustige l'impérialisme, la finance, la culture, les religions, le mode de vie américains...

■ ■ ■ Cette étonnante convergence conservatrice est, en soi, inoffensive.

Cependant, si on peut à la rigueur s'accommoder des sarcasmes convenus sur Mickey Mouse et les obèses débiles représentatifs de la race *yankee*, l'antiaméricanisme est plus inquiétant lorsqu'il réécrit l'Histoire à sa convenance. Car il s'approche alors dangereusement du négationnisme, ignorant les faits les plus avérés.

« Le mystère de l'antiaméricanisme n'est pas la désinformation — l'information sur les États-Unis est très facile à se procurer — c'est la volonté d'être désinformé », écrit Jean-François Revel dans *L'Obsession anti-américaine*, qui vient de paraître.

Ainsi, la dernière tendance mode est de *revisiter* l'histoire de la guerre

froide pour en attribuer la « fabrication » aux Américains, occupés pendant 50 ans à faire couler le sang en combattant un ennemi... inexistant. Comme bien d'autres avant lui, Scowen succombe à cette fiction — et on le croit volontiers lorsqu'il écrit que son ouvrage est le fruit d'un « travail rapide ». En allant vite, en effet, on pourrait aussi revoir la Seconde Guerre mondiale et dénoncer l'incroyable hostilité des militaires américains à l'endroit des paisibles troupes nazies !

Ces lubies d'archivistes sur l'acide ont des conséquences.

Car, pendant qu'ils font joujou, la vraie vie continue. Et, depuis le 11 septembre, les États-Unis, de concert avec la majorité des pays du Nord, sont *réellement* en train de compromettre l'avenir de la planète en ravivant une politique antimon-dialisation faite de barrières tarifaires et de subventions à la production, ce qui affame littéralement les pays du Sud.

Cette tragédie est peu dénoncée.

Et les anti-américains sont coupables, ici, de ne pas accabler l'Amérique.

Querelle inutile



MAURICE JANNARD

maurice.jannard@lapresse.ca

Le ministre fédéral John Manley n'a pas mis de temps à se lancer dans une bataille politique avec les provinces, à peine trois mois après qu'il eut remplacé Paul Martin au ministère des Finances.

Dans une décision rendue publique mercredi, Ottawa a décidé de réclamer des sommes d'argent qui ont été versées en trop aux provinces. La ministre des Finances du Québec, M^{me} Pauline Marois, s'est dite consternée par la décision du gouvernement fédéral. Elle a tout à fait raison de s'indigner et de mettre en garde le public devant le geste du pouvoir central.

Les questions de péréquation représentent un véritable casse-tête chinois pour la très grande majorité de la population. Seuls quelques spécialistes s'y retrouvent.

Il faut savoir par contre que le principe de redistribution existe dans toutes les fédérations du monde : les régions plus pauvres reçoivent de l'argent du gouvernement central tandis que les régions plus riches contribuent davantage financièrement au fonctionnement du régime politique. L'an passé, Ottawa a versé plus de 10 milliards à huit provinces au chapitre de la péréquation.

Mais, la dernière chose dont le public a besoin ces jours-ci est une bataille inutile de chiffres entre gouvernements. Ottawa se conduit de façon coupable en mettant le feu aux poudres.

À l'exception du Québec, Ottawa perçoit les impôts au nom de toutes les autres provinces. À la suite d'erreurs de calcul commises par ses fonctionnaires, le ministère fédéral a remis, entre 1993 et 1999, 2,8 milliards de trop à l'Ontario et au Manitoba. Bon prince, M. Manley ne réclame que la moitié de la somme...

Une fois pour toute, le gouvernement fédéral doit renoncer à réclamer ces montants. Québec a proposé que les provinces qui n'ont pas profité de l'erreur et qui ont été lésées d'une certaine façon soient compensées pour l'argent donné en trop aux provinces riches. Compte tenu de l'esprit querelleur qui semble animer le représentant fédéral, cette requête ne sera sûrement pas entendue.

La déclaration de mercredi dernier contenait en plus une véritable bombe qui a fait bondir Québec : le ministère des Finances annonce que des rajustements futurs vont être faits pour les provinces qui bénéficient du programme de péréquation. À la suite d'une méthode nouvelle de calcul, certaines provinces recevront moins d'argent au cours des prochaines années. Avec le nouveau système, Québec obtiendrait 500 millions de moins, dès cette année.

L'ex-ministre Paul Martin avait déclenché lui-même cette querelle, l'hiver dernier, en réduisant de près de 1 milliard les paiements du gouvernement québécois. Devant l'opposition générale au Québec, celui-ci décidait finalement de reculer et reportait le débat à quelques années.

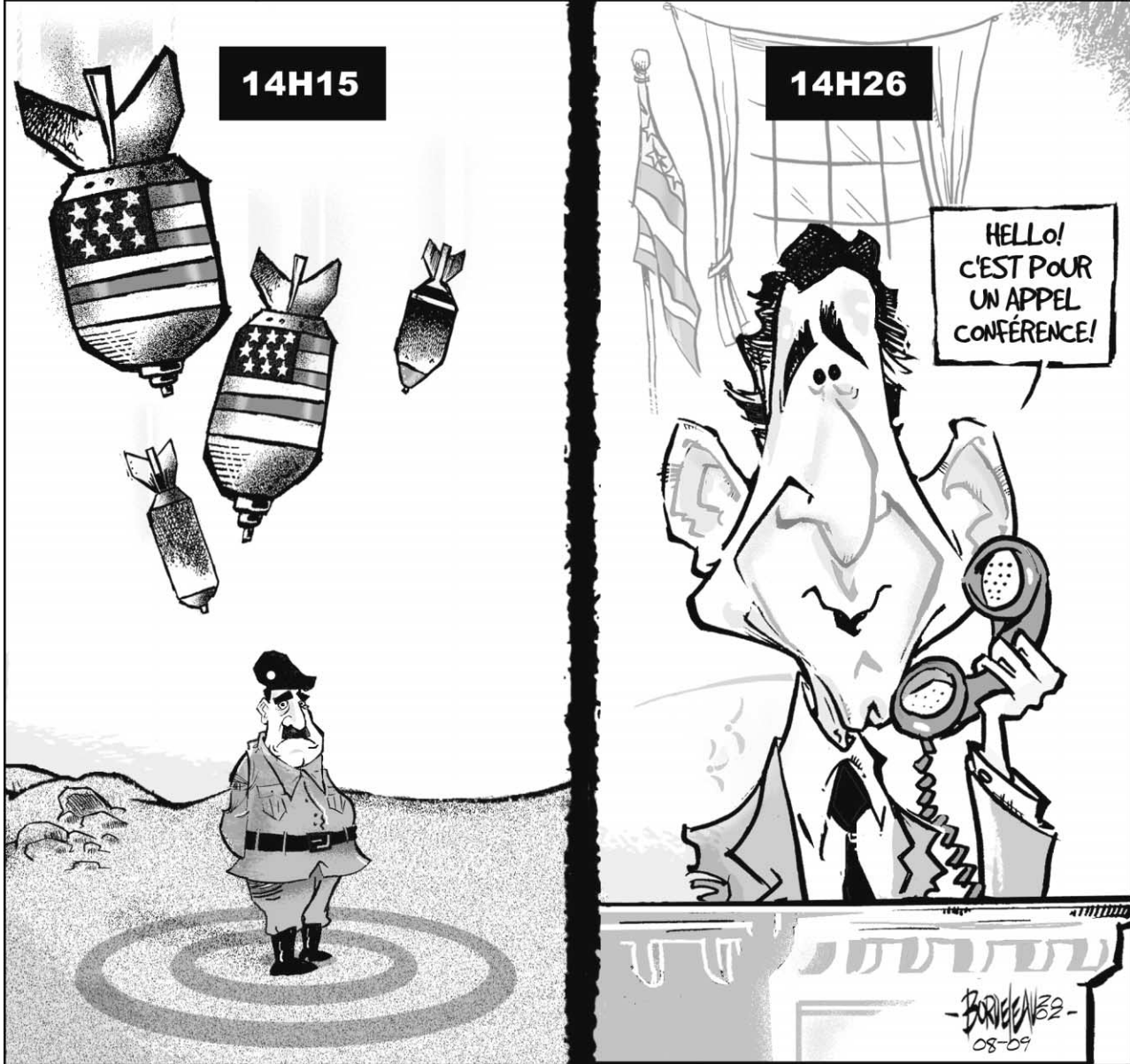
La ministre Marois a souligné à juste titre, jeudi, qu'Ottawa et les provinces avaient convenu initialement de revoir le programme en 2004. Mais, voilà que le nouveau titulaire fédéral aux Finances devance la négociation. Cette décision est inacceptable !

Les citoyens sont à la veille de connaître d'ici à trois mois les conclusions de la commission Romanow sur les soins de santé. Les Canadiens et les Québécois placent les services de santé au premier rang de leurs priorités.

Ottawa et les provinces devront injecter plusieurs milliards additionnels dans ce secteur.

Les électeurs s'attendent à ce que leurs dirigeants se conduisent de manière responsable dans la disposition des surplus budgétaires. L'enjeu est trop important et la collaboration de tous les élus est nécessaire. D'ici là, le ministre Manley doit changer d'attitude.

IRAK : WASHINGTON CONSULTERA SES ALLIÉS



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

| D'UN CANADA À L'AUTRE |

Terre-Neuve et son avenir



JEFFREY SIMPSON
Analyste politique réputé, l'auteur est columnist au Globe and Mail.

PRONONCEZ les mots « chutes Churchill » devant n'im-

porte quel Terre-Neuvien et la réaction sera toujours la même : le Québec nous a traités injustement et Ottawa n'a pas bougé le petit doigt.

Les Terre-Neuviens moyens sont convaincus qu'il y a des années, leur premier ministre Joey Smallwood a négocié un accord pourri avec Hydro-Québec pour mettre en valeur le potentiel hydroélectrique du cours supérieur des chutes Churchill au Labrador.

Quels que soient les mérites de l'accord conclu à cette époque, le prix de l'énergie a subseqüemment fait un bond et Hydro-Québec a empoché tous les profits à la suite de la hausse des prix. Terre-Neuve a tenté sans relâche de persuader Hydro-Québec de renégocier l'entente originale, mais la société d'État québécoise répondait toujours la même réponse : un accord est un accord. Désolé.

Hydro-Québec resta donc sur ses positions tout comme le gouvernement québécois. Terre-Neuve porta l'affaire devant le tribunal, mais perdit sa cause. La cour statua : un marché est un marché, même si c'est un mauvais marché.

Terre-Neuve a demandé de nombreuses fois à Ottawa d'intervenir, soit en exerçant des pressions politiques sur le Québec, soit en usant de son autorité en matière de commerce interprovincial. Mais les gouvernements fédéraux libéraux et conservateurs refusèrent, sachant très bien qu'il y a plus de votes au Québec qu'à Terre-Neuve.

Aujourd'hui, Terre-Neuve et Québec négocient un nouvel accord hydroélectrique pour exploiter le cours inférieur des chutes Churchill. Jusqu'à présent, il semble que les négociations se déroulent bien et l'on évoque la possibilité d'un accord de principe à l'automne.

Cependant, tout gouvernement terre-neuvien se montrera intraitable parce que l'opinion publique de la province n'a pas oublié l'accord sur le cours supérieur des chutes Churchill.

Cet accord, si désastreux aux yeux de Terre-Neuve, a contribué à l'idée fort répandue que cette province, en raison de sa longue et difficile histoire, perd toujours ses combats contre les forces extérieures.

En commençant par le temps impitoyable et la mer démontée.

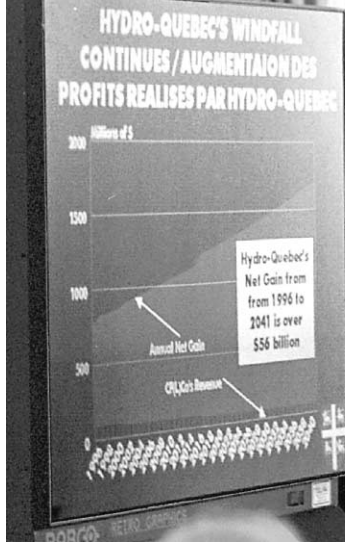


Photo PC

Encore en 1996, le premier ministre de Terre-Neuve de l'époque, Brian Tobin, était venu à Montréal pour plaider la cause de sa province dans le dossier des chutes Churchill.

De nombreux Terre-Neuviens ont perdu la vie en mer. Et puis il y a eu ces étrangers qui ont toujours tenté de capturer trop de poissons. Sans parler des Britanniques, qui ont gouverné Terre-Neuve pendant si longtemps, mais qui ne se sont jamais vraiment souciés de leur colonie.

Et avant que Terre-Neuve se joigne à la Confédération en 1949, il y avait ces « Canadiens » étrangers qui se moquaient des Terre-Neuviens. « Méfiez-vous du loup canadien » : tel était le slogan des opposants à l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne.

Province canadienne

Mais 53 ans après avoir joint le Canada, Terre-Neuve a profité d'être une province canadienne, pas de doute là-dessus. Et c'est ce que croient une majorité de Terre-Neuviens.

Cependant, il y a aussi des Terre-Neuviens qui croient encore que l'association avec le Canada fut une erreur, et d'autres pour qui la Confédération n'a pas tenu toutes ses promesses.

La liste des déceptions comprend certainement le projet hydroélectrique des chutes Churchill et le refus d'Ottawa de voler au secours de la province plus petite, Terre-Neuve, contre la plus grande, Québec. La liste comprendrait également le fait que Terre-Neuve demeure trop dépendante d'Ottawa pour les paiements de péréquation, les programmes de développement régional et l'assurance-chômage.

La plus grande déception, toutefois, demeure la déconfiture de la pêche à la morue, qui fut naguère l'une des plus importantes pêcheries au monde et qui fournissait des revenus modestes à des milliers de pêcheurs dans de petits villages le long des grandes côtes de Terre-Neuve.

Qu'Ottawa ait mal géré la pêche à la morue est un article de foi partout à Terre-Neuve. Mais on oublie que le gouvernement terre-neuvien a contribué à la catastrophe en octroyant des permis à un trop grand nombre d'usines de transformation du poisson et a toujours incité Ottawa à augmenter le nombre de prises permises. Cependant, aux yeux des Terre-Neuviens, c'est Ottawa qui est coupable.

Terre-Neuve pense aussi qu'Ottawa est coupable de tirer trop de revenus du pétrole exploité en mer, ce qui empêche la province de devenir plus autosuffisante sur le plan économique. En passant, ce développement des régions extracôtières permet à Terre-Neuve de connaître la croissance économique la plus rapide parmi les provinces canadiennes.

Commission royale d'enquête

Maintenant, les Terre-Neuviens ont l'occasion de faire valoir toutes leurs doléances grâce à une commission royale d'enquête sur l'avenir de la province mise sur pied par le premier ministre libéral Roger Grimes.

La commission royale est censée aider Terre-Neuve à mettre au point des politiques économiques pour l'avenir, ou ce que M. Grimes appelle « des façons de parvenir à la prospérité et à l'indépendance ». Le président de la commission royale, l'homme d'affaires Vic Young, affirme pour sa part qu'il est en quête « d'idées nouvelles, de solutions originales et de nouvelles avenues ».

Il est bien possible que la commission se concentrera sur l'avenir. Pour leur part, les sceptiques avancent que ses termes de référence invitent le public à s'attarder sur leurs doléances passées plutôt que sur des solutions pour l'avenir. Après tout, les discussions publiques à Terre-Neuve, tout comme dans la province où l'on peut lire « Je me souviens » sur les plaques d'immatriculation, sont fortement influencées par les souvenirs du temps passé.

Ces souvenirs et ces doléances à propos du passé font souvent obstacle à une pensée claire à propos de l'avenir. Et il incombe à la commission royale de penser au futur plutôt qu'au passé.

À votre tour

Encore des arbres menacés!

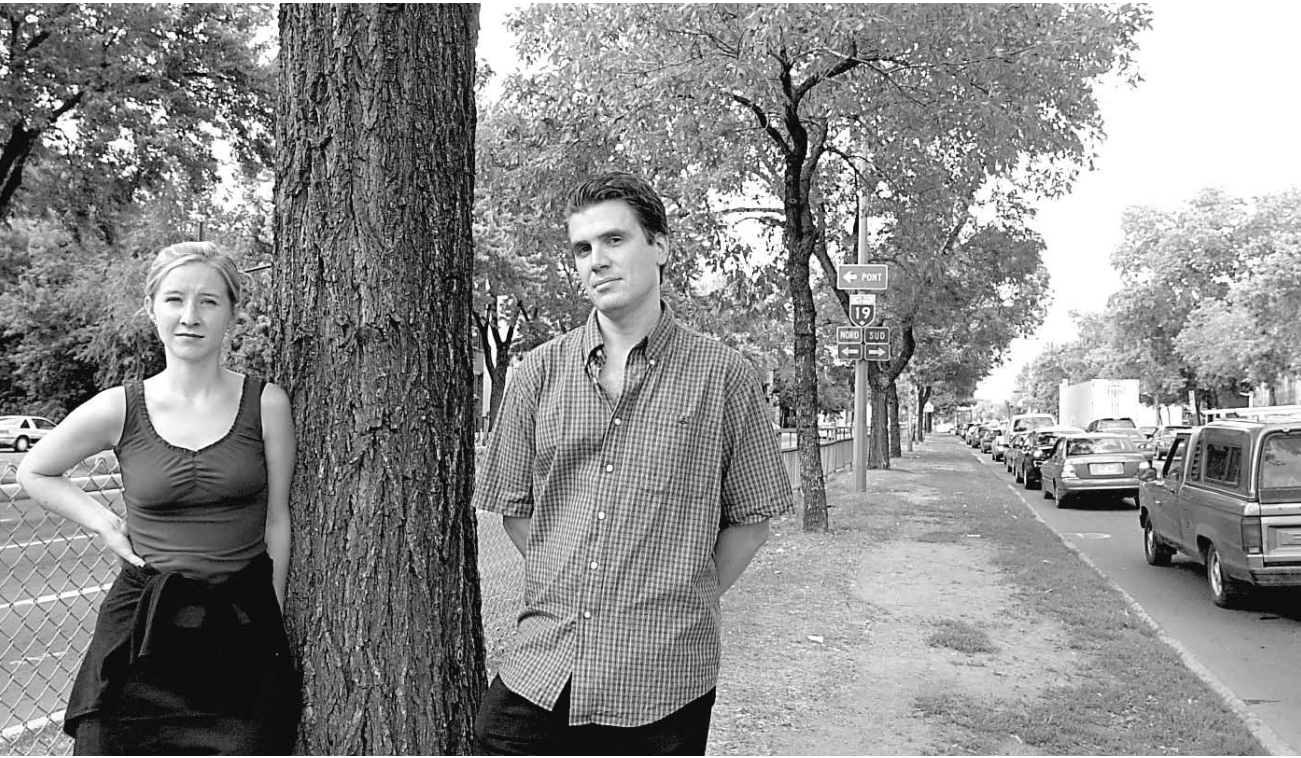
SYLVAIN BROCHU
et MÉLANIE HAMEL
Les auteurs résident à Montréal.



C'EST PAR un dimanche matin pluvieux (enfin!) que nous découvrons avec stupeur dans le petit journal du quartier que la Ville a comme projet pour améliorer la circulation de couper 28 arbres sur Henri-Bourassa. Est-ce utile de dire que notre café a eu un goût amer ce matin-là.

Nous sommes un jeune couple habitant une maison sur ce fameux boulevard (oui, oui, il existe encore des maisons charmantes sur Henri-Bourassa). Lors de l'acquisition de cette demeure, qui fut un coup de foudre, nous étions conscients de l'ampleur du flux de circulation. Cependant, étant subjugués par cette maison et la quantité de verdure environnante (si surprenante soit-elle), nous étions prêts à faire cette concession.

Cette semaine, nous avons été témoins d'un épisode de smog et de chaleur accablante qui restera marqué dans les annales de la météorologie québécoise. Conscients et alarmés par ce phénomène, certains



Mélanie Hamel et Sylvain Brochu ont fait l'acquisition d'une jolie maison du boulevard Henri-Bourassa... qui risque de perdre bientôt 28 arbres matures.

Photo ROBERT SKINNER, La Presse

citoyens remettaient en question l'usage abusif de l'automobile, un des grands responsables de cette pollution.

Or, quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre, en lisant l'article

en question, que la Ville commencera dans les prochaines semaines des travaux d'élargissement du boulevard. Pour ce faire, on devra enlever 28 arbres matures sur le terre-plein, entre Papineau et Taché. La raison : l'accroissement de

la circulation vers Laval, plus de 1500 véhicules à l'heure de pointe, qui déborde dans les rues périphériques. Cette solution envisagée par le directeur du Service des travaux publics, Gilles Robillard, est semble-t-il inévitable et ne créera

pas selon lui un accroissement du nombre de véhicules car les véhicules sont déjà là. « On perd des arbres, mais dans l'ensemble le projet est positif. » Vraiment ? Selon lui, on ne peut pas changer les habitudes des automobilistes ; alors pourquoi ne pas les encourager en leur facilitant la vie.

Justement, parlons-en de ces habitudes ! En effet, étant témoins directs, nous pouvons constater qu'au moins 80 % des automobilistes sont seuls dans leur véhicule et que les transports en commun de Laval et de Terrebonne sont sous-utilisés. En se résignant à cette réalité, nous constatons que plus ça change, plus c'est pareil. Les erreurs du passé : la défiguration du quartier, entre autres par le pont Papineau, ne fut d'aucun enseignement. D'autant plus que par la dégradation de l'environnement et des grands bouleversements climatiques, l'urgence d'une action concrète est de mise. Devons-nous accepter ce discours passéiste ?

Mais de grâce, ne soyons pas alarmistes ! Dans ce merveilleux projet, on prévoit un budget de 3000 \$ afin de remplacer ces magnifiques arbres par 12 arbustes. Ouf !

À titre d'auteurs de la lettre primée de la semaine, M^{me} Hamel et M. Brochu recevront une copie laminée de cette page.

Pourquoi ignorer les sports extrêmes?

DENIS GAGNON
L'auteur est le père de Pierre-Luc Gagnon, professionnel en skateboard, 2^e mondial en 2001 et gagnant des X Games 2002.

LES SPORTS tels le skateboard, le snowboard, le in-line skating, le BMX, le wakeboard, le motocross, etc., qu'ont-ils d'extrême et qui fait peur ?

Eh bien rien, sinon le nom. Ce sont d'excellents sports qui fascinent notre jeunesse et lui permettent de pratiquer une activité physique de façon très moderne. Ces sports sont le reflet de ce que nos enfants aiment et non de ce que certains auraient voulu leur imposer.

Si ces sports sont bons et incitent nos enfants à faire quelque chose et à ne pas être continuellement passifs devant un écran, pourquoi notre télévision, notre radio et nos journaux les ignorent-ils ? Nos médias seraient-ils incapables d'engager de jeunes journalistes passionnés qui refléteraient les goûts de notre jeunesse ? Nos médias, avec leurs traditionnels journalistes, voudraient-ils davantage sauver leurs jobs plutôt que

de voir le virage qui s'est fait dans le monde du sport ?

Que dire maintenant du dossier d'un endroit permanent afin de pratiquer plusieurs de ces sports. Comment se fait-il qu'au Québec on ne puisse avoir un skatepark intérieur comme partout en Amérique du Nord ? Comment se fait-il que des millions de dollars dorment dans un compte pour possiblement ouvrir un tel endroit ? Comment se fait-il que bientôt on fêtera le deuxième anniversaire de la fermeture du dernier skatepark ?

Que ce fut pour le skatepark de Boucherville ou du Tazmahal, c'est toujours la même histoire. Pour diverses raisons plus ou moins bonnes, vraies et réelles, on doit fermer un endroit qui fait le bonheur de nos enfants. Les politiciens nous disent qu'ils feront tout pour aider le réouverture immédiate de ces lieux très fréquentés. Mais surprise, pour avoir un skatepark, on doit rendre propre et sain ce qui est le plus sale à Montréal : l'incinérateur de la Ville. Voilà l'intelligence politique : compliquer ce qui est simple.

Je fus, pendant plus de six ans, le propriétaire du skatepark de Boucherville. Il fonctionnait très bien avec un budget annuel d'environ 125 000 \$ qui provenait à plus de 75 % des jeunes utilisateurs. Je sais de quoi je parle... Donnez-moi un bon emplacement et 1 million de dollars et vous aurez en moins de six mois un super skatepark intérieur et extérieur.

Pas 6,5 millions (provincial et fédéral) pour le nettoyage, plus je ne sais combien pour la décontamination, plus 250 000 \$ garantis par la Ville de Montréal pour chacune des 20 prochaines années. Un skatepark, ça ne devrait pas coûter tous ces millions. Un seul suffit.

Les sports extrêmes sont d'excellents sports qui fascinent notre jeunesse et lui permettent de pratiquer une activité physique de façon très moderne. Ils sont le reflet de ce que nos enfants aiment et non de ce que certains auraient voulu leur imposer.



Vive la vertu!

ROLAND BAZERGHI

ET SI LES Québécois décidaient de devenir vertueux...

Si les Québécois décidaient de devenir vertueux du jour au lendemain, cela changerait radicalement leur vie quotidienne ainsi que la société dans laquelle ils vivent.

Si du jour au lendemain tous les Québécois décidaient de ne plus toucher aux jeux de hasard. Plus de loteries, de gratteux, plus de casinos, de courses de chevaux.

Si du jour au lendemain tous les Québécois décidaient de ne plus consommer de boissons alcooliques. Plus de bière, de « fort », de vin, plus de fréquentations de bars.

Si du jour au lendemain tous les Québécois décidaient de ne plus fumer. Plus de tabac légal ou en contrebande.

Si du jour au lendemain tous les Québécois décidaient de ne plus acheter de gros véhicules. D'y aller avec de petites voitures avarès d'essence.

Qui seraient les gagnants ?

Cela va sans dire que les seuls gagnants seraient les Québécois. Ils se retrouveraient avec des milliers de dollars en poche et en meilleure santé. En fait, les Québécois suivraient les recommandations de leur gouvernement qui :

- > Se ruine à faire passer des annonces à la télévision leur demandant de renoncer aux jeux de hasard ;
- > Taxe de façon exorbitante les boissons alcooliques pour les décourager de boire ;
- > Taxe de façon plus qu'exorbitante les produits du tabac pour préserver leur santé ;
- > Taxe de façon beaucoup plus qu'exorbitante l'essence pour les inciter à moins polluer l'atmosphère.

Si du jour au lendemain tous les Québécois décidaient de ne plus consommer des drogues illégales. Plus de mari, de cocaïne, de speed, de joints ;

Si du jour au lendemain tous les Québécois décidaient de renoncer à la prostitution ;

Si du jour au lendemain tous les Québécois décidaient de respecter les limites de vitesse ;

L'argent consacré au maintien des forces de l'ordre diminuerait de façon radicale et les taux de criminalité deviendraient insignifiants.

Qui donc seraient les perdants ?

À vous de juger qui seraient ces perdants...

Manque de respect

SOLANGE BOLDUC
L'auteure est une Montréalaise.

IL N'Y A PLUS de discipline, plus de respect du voisinage... Et les parents semblent bien souvent vouloir se libérer de la tension qu'il vivent au quotidien, au travail ou à la maison, en achetant à leurs enfants des jouets ou voitures qui vrombissent sur l'asphalte comme si le tonnerre allait nous tomber sur la tête, pour se débarrasser d'eux ou du stress, et endormir leur conscience.

Les parents n'ont pas assez d'imagination ou de temps pour amuser leurs enfants, ils les laissent faire n'importe quoi, pourvu que ça ne leur coûte pas trop d'efforts d'intelligence. C'est plus facile de les laisser faire que de les éduquer au respect, de leur enseigner la politesse ou le respect du voisinage.

Les bruits que l'on entend dans les ruel-

les ne sont pas seulement des cris normaux d'enfants, mais des engins qui assomment, brisant la monotonie de la vie robotique des parents. « Il faut bien qu'ils s'amuse, ce sont des enfants ! » Beau prétexte ! Pendant ce temps, les parents se défoulent sur leur dos, les laissant jouer à leur guise avec ces engins, ne tenant pas compte des décibels, du temps que ça dure, pour eux et leurs voisins, des sourds ou futurs sourds qui grandiront en nous assommant de plus en plus avec ces engins transmis en paroles irrespectueuses ou en « musiques à canon ». La situation s'énonce alors de la manière suivante : les enfants ont tous les droits, même celui de ne pas recevoir cette éducation élémentaire comportant le respect du voisinage, de soi-même, car on devient de plus en plus sourd au respect de la vie sous toutes ses formes.

Bien des adultes disent : « Maintenant, c'est comme ça. On ne respecte rien, mais il

faut être tolérant. » Oui, en effet, il faut tolérer même l'intolérable parce qu'on a perdu le sens de la communication, du civisme, du bien-vivre en société, car le temps nous presse de finir ce qu'on n'aura jamais plus le temps même de commencer, autrement que par l'insulte intempestive qui remplace l'argumentation ou la discussion qui prend du temps, et permet de mieux nous comprendre entre voisins ou à l'échelle sociale.

La peur de communiquer nos pensées ou nos sentiments autrement que par le bruit insupportable conduit fatalement à l'insulte, solution facile et lâche. C'est cela qu'on inculque aux enfants. En ce sens, ce sont les parents qui auraient besoin de ritalin. La pollution sonore serait moins présente autour de nous, mais hélas ! le problème de fond, celui des enfants qui deviendront à leur tour des adultes pollueurs et sans éducation, ne serait pas réglé.

Le bien « le plus précieux »

MIREILLE HÉBERT
L'auteure est une Lavalloise.

J'AIMERAIS répondre à monsieur Ghislain Lejeune qui a émis une opinion intitulée « Une injustice envers les jeunes mères », parue le 25 août dans *La Presse*. Lorsque vous dites dénoncer une injustice envers les femmes et spécialement les jeunes mères, ce que j'entends, c'est que vous vous servez de nous, les femmes (nous sommes si sensibles à la discrimination, n'est-ce pas ?), pour dénoncer votre difficulté à payer votre hypothèque.

Vos arguments sont truffés de contradictions et reflètent la génération des enfantis. Tout vous est dû, mais vous ne sacrifiez rien.

Lorsque j'ai mis au monde mes « petits trésors » qui, selon vous, sont ce qu'il y a de plus précieux, nous avons choisi (sans assurance-emploi et sans congé de maternité

payé — années 1975 à 1980) de déménager en appartement, de vivre avec un seul salaire (pas très élevé), de ne plus avoir d'auto et moi de m'occuper de mes « petits trésors » à temps plein. Nous sommes donc devenus notre propre État-providence. Pas facile, hein !

Monsieur, si votre bien le plus précieux est vraiment vos « petits trésors », et non la maison, les défis de carrière de votre épouse, l'auto et tous les autres biens de consommation pour lesquels il faut que les deux travaillent ou reçoivent de l'argent du gouvernement, eh bien agissez conformément à vos paroles.

Combien de couples autour de nous sont de jeunes parents qui se plaignent de la fatigue, de l'hypothèque, des frais de garderie et de l'horaire de celle-ci, du paiement de l'auto ou des autos, des dépenses d'habillement des enfants (sans parler de leurs vêtements griffés, des repas au restaurant — « On l'a bien mérité » —, de la décoration

de la chambre des enfants (d'enfants-rois naissent des enfants-rois), de l'achat de la piscine dans la grande cour et de la camionnette. Tout ça pour les enfants, bien sûr !

Il m'est arrivé, lorsque j'étais bien bien tannée de leur larmoiement, de leur dire gentiment qu'ils pouvaient vivre dans un 4 1/2, amener les enfants jouer au parc, les habiller très modestement, etc., car n'est-ce pas lorsque nos « petits trésors » sont notre bien le PLUS PRÉCIEUX, selon moi, le plus important, est d'être là (pas au bureau à faire de l'argent et du temps supplémentaire), de jouer avec eux (pas de les « parler » à la garderie, avec des « éducatrices ») et de leur dire comme ils sont beaux dans leur nouvelle salopette à 15 \$. Le tout accompagné de plein de bécasses venant de parents habillés bien modestement.

Alors, monsieur, c'est quoi votre bien le plus précieux ? Votre hypothèque et la carrière de votre épouse ou vos « petits trésors » ?

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Nathalie Bilodeau

Cette jeune infirmière de 35 ans a gagné son pari en mettant sur pied il y a cinq ans Groupe Santé Express.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Il fallait que Nathalie Bilodeau soit très optimiste et qu'elle ait une foi inébranlable dans son projet d'entreprise pour lui donner comme raison sociale «Groupe Santé Express». Accoler les termes «santé» et «express» aurait pu être considéré comme une impossibilité, au mieux une cocasserie, au temps des files de civières dans les urgences et des longues listes d'attente pour des opérations chirurgicales. Fondé il y a cinq ans, Groupe Santé Express a gagné son pari : offrir du personnel infirmier pour le remplacement temporaire des employés permanents des établissements de santé, CLSC et autres, ainsi que des soins et des services de prélèvements à domicile ou sur les lieux de travail. Entre son premier exercice, terminé en mars 1998, et celui de 2001, le chiffre d'affaires de l'entreprise a augmenté de 323 % pour atteindre 1 303 583\$. Au mois de juillet, Nathalie Bilodeau, présidente et fondatrice du Groupe Santé Express a reçu le prix Jeune entrepreneur du Québec — nouvelle entreprise au concours provincial Arista-Financière Sun Life 2002. De plus, elle est du nombre des 44 finalistes du Grand prix mondial de l'entrepreneur Ernst & Young de 2002. *La Presse* salue la réussite de Nathalie Bilodeau, présidente et directrice de Groupe Santé Express et la nomme *La Personnalité de la semaine*.

Il y a cinq ans, Nathalie Bilodeau était une jeune infirmière de 30 ans. Elle avait cinq années d'expérience dans divers établissements hospitaliers de Laval et de Montréal. Elle avait occupé des postes d'infirmière soignante aux urgences, aux soins intensifs, en cardiologie, en médecine et chirurgie et, pour finir, en obstétrique. Pendant les années 1996-1997, dans les milieux de la santé, il est beaucoup question de compressions, de départs volontaires aidés de primes et «d'offres bonifiées». On assiste à des fermetures d'hôpitaux et les CLSC ne sont guère que des coquilles vides où évoluent des fonctionnaires et des adminis-

trateurs. Pour parachever le tableau, les contingentements d'entrées dans les écoles d'infirmières sont resserrés.

Déjà, se souvient Nathalie Bilodeau, on parlait de «privatisation». «Je réagissais très fortement à tout ce qui alourdissait l'atmosphère dans les hôpitaux autour de nous.» À cause de la pénurie d'infirmières et de toutes sortes de directives rigides et irrationnelles, le climat devient de plus en plus mauvais. «Je ne voulais surtout pas passer ma vie à me lever en colère tous les matins et à attendre que le vendredi arrive enfin. Je me suis dit que je pouvais faire quelque chose avec d'autres, que nous pouvions travailler différemment.»

En six mois, son plan d'affaire est prêt. Nathalie est alors enceinte de son troisième enfant. Mais elle a l'esprit d'entreprise, hérité sans doute de son père, un homme d'affaires qui a bien réussi dans le secteur de l'automobile. Son mari, administrateur et comptable, l'épaula. Il travaille aujourd'hui avec elle et le Groupe Santé Express compte maintenant 50 infirmières, les trois quarts à temps plein, rarement appelées à travailler à temps supplémentaire, bien que cela puisse arriver. Cinq personnes s'occupent de l'administration : Nathalie et son mari sont les deux administrateurs, il y a deux répartiteurs et une adjointe de direction. Nathalie refuse, avec un sourire, de comparer ce ratio infirmières-administrateurs avec celui des services de santé gouvernementaux. «Je ne connais pas les chiffres. Nous avons un service téléphonique ouvert 24 heures sur 24. Il peut arriver qu'un CLSC ait besoin de quelqu'un au milieu de la nuit. À Santé Express, nous avons des horaires flexibles, nous misons sur la qualité de vie des gens. Au début, il fallait tout inventer. Je suis partie de la case zéro. J'ai appris sur le tas. Quand l'entreprise a été lancée, les banquiers n'étaient pas très ouverts. Nous avons tout mis en garantie, la maison, tout ce que nous avions. Mais je ne regrette rien».

Pour les cinq prochaines années, Groupe Santé Express espère voir



«Je ne voulais surtout pas passer ma vie à me lever en colère tous les matins et à attendre que le vendredi arrive enfin. Je me suis dit que je pouvais faire quelque chose avec d'autres, que nous pouvions travailler différemment.»

son nombre d'infirmières passer à 100 et même à 150, uniquement dans son crénneau de base, le remplacement infirmier. «Il y a quelques années les CLSC étaient moins connus et pas structurés pour répondre aux besoins de leur clientèle. Aujourd'hui, après avoir constaté que nous les avons dépannés, Groupe Santé Express fait partie de leur fonctionnement normal. Nous faisons équipe.»

L'expérience des cinq premières années de l'entreprise a permis de constater que les projections dans son champ d'activités sont toujours dépassées. «Nous offrons du personnel mais aussi des services privés

médicaux et paramédicaux, des prélèvements, des analyses, des électrocardiogrammes. Nous envisageons de nous diversifier du côté de la médecine industrielle, de la massothérapie et même de la médecine générale». Devant la morosité du milieu de la santé, les écoles d'infirmières semblent avoir de la difficulté à attirer les candidates. Nathalie Bilodeau ne participe pas à ce courant. «Même ma soeur, de cinq ans ma cadette, est en train de terminer son cours d'infirmière. Un beau métier où l'on doit pratiquer l'écoute et l'empathie, comme on nous l'a appris à l'école.»



Photos PIERRE McCANN, La Presse ©



**BANQUE
NATIONALE**



Retrouvez

La personnalité de la semaine

La Presse/Radio-Canada demain matin



René Homier-Roy
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
du lundi au vendredi
de 5h à 9h



**Dominique Bertrand
et Paul Houde**
TOUS LES MATINS
du lundi au vendredi
à 9h



**Radio-Canada
Télévision**